

MAROC



RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ECONOMIQUE

De la résilience à la
prospérité partagée

Automne 2023



LA BANQUE MONDIALE

BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Rapport de Suivi de la Situation Economique

De la résilience à la prospérité partagée

Automne 2023



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2023 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de Sean Pavone/Shutterstock.com (haut), AzA HaJJ/Shutterstock.com (centre gauche), Hoel/Banque mondiale (Drapeau marocain), et Luisa Puccini/Shutterstock.com (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

TABLE DES MATIÈRES

Liste des Acronymes	v
Remerciements.	vii
Résumé analytique	ix
Executive summary	xiii
ملخص تنفيذي	xv
1. Développements économiques récents	1
La région du Haut Atlas au Maroc a été frappée par un puissant tremblement de terre	1
La croissance économique s'est accélérée grâce à une reprise partielle de l'agriculture, au rebond du tourisme et aux exportations nettes	2
La politique macroéconomique reste globalement favorable	5
Les chocs récents ont mis à l'épreuve la résilience externe de l'économie marocaine	9
Mais le Maroc n'a pas encore surmonté les effets des chocs récents sur le bien-être, et le séisme met en évidence la présence de poches de pauvreté qui n'ont pas bénéficié des vastes transformations subies par l'économie marocaine au cours des dernières décennies	12
2. Perspectives et risques.	17
Perspectives	17
Risques pour les perspectives macroéconomiques	20
3. Autonomisation économique des femmes et développement	25
Expériences internationales	25
Participation des femmes au marché du travail au Maroc	26
Les dividendes économiques potentiels de l'augmentation du PFMT au Maroc	29
Politiques pour l'autonomisation économique des femmes	30
Annexe 1 : Déterminants de la probabilité pour les femmes d'être actives	35
Références.	37
Sélection de publications récentes de la Banque Mondiale sur le Maroc	39
Résumé des chapitres spéciaux des derniers rapports de suivi de la situation économique du Maroc	41

Liste des figures

Figure 1	L'agriculture, les services et les exportations nettes soutiennent la reprise	2
Figure 2	Pourcentage des zones du Maroc par classes (ISP à 6 mois)	3
Figure 3	Précipitations et production céréalière en millions de quintaux	4
Figure 4	Part moyenne du territoire en conditions sèches, campagnes agricoles précédentes.	4
Figure 5	l'investissement reste inférieur aux niveaux d'avant la pandémie.	5
Figure 6	La baisse des prix de l'énergie a atténué les pressions inflationnistes.... .	6
Figure 7	...mais l'inflation alimentaire a moins baissé que dans d'autres pays.	6
Figure 8	Le taux directeur reste négatif en termes réels.... .	6
Figure 9	...et le resserrement de la politique monétaire a été relativement modéré	6
Figure 10	Prix des tomates sur les marchés intérieurs (base de données ASAAR, périodes distinctes)	7
Figure 11	Les dépenses publiques sont en hausse...	8
Figure 12	...contribuant à l'augmentation du déficit budgétaire.	8
Figure 13	Le dirham reste bien ancré...	9
Figure 14	Les réserves officielles restent adéquates.	9
Figure 15	Le spread dsouverain du Maroc est relativement faible.	10
Figure 16	Les déficits commercial et du compte courant se sont réduits et sont largement financés par les IDE.	10
Figure 17	Entrées brutes d'IDE	11
Figure 18	Composition des flux d'entrées d'IDE.	11
Figure 19	Le marché du travail ne s'est toujours pas remis de l'impact des chocs récents	13
Figure 20	Le tremblement de terre a frappé des communautés relativement pauvres.	14
Figure 21	Participation des trois provinces les plus touchées par rapport au total national, comme approximations de leur poids économique	19
Figure 22	Contribution à la croissance potentielle	22
Figure 23	Comparaison avec les pays pairs (2011–21).	22
Figure 24	Taux de participation dans la région MENA.	27
Figure 25	Indicateurs macro et socio-économiques.	28
Figure 26	PFMT par milieu de résidence (2001–2018).	28
Figure 27	L'effet d'une augmentation de l'emploi des femmes (de 10 pp – Scénario 1 ; et de 20 pp – Scénario 2) sur les inégalités, la pauvreté et la vulnérabilité ; changement en points de pourcentage.	29

Liste des tableaux

Tableau 1	Maroc, indicateurs économiques de 2019–2026	23
Tableau 2	Résultats de l'estimation (effets marginaux moyens) : déterminants de la probabilité pour les femmes d'être actives (modèle probit)	36

Liste des encadrés

Encadré 1	Suivi de la sécheresse au Maroc à l'aide de données d'imagerie satellitaire.	3
Encadré 2	Les mesures récentes pour lutter contre l'inflation alimentaire.	7
Encadré 3	Tendances récentes des flux d'investissements directs étrangers (IDE) vers le Maroc	11
Encadré 4	Évaluation préliminaire des impacts macroéconomiques du séisme d'Al Haouz	18
Encadré 5	La croissance potentielle du Maroc dans une perspective comparative.	22
Encadré 6	Participation des femmes au marché du travail en Arabie Saoudite	31

LISTE DES ACRONYMES

ARA	Assessing Reserve Adequacy	LCM	Ligne de Crédit Modulable
BAM	Bank-Al-Maghrib	CBAM	Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières
BCE	Banque centrale européenne	MEED	Marchés émergents et économies en développement
BM	Banque Mondiale	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
CPC	Centre de prévision Climatique	MTI	Macro Commerce et Investissement
DEC	Département de l'économie du développement de la Banque mondiale	NOAA	National Oceanic and Atmospheric Agence Américaine d'Observation océanique et atmosphérique)
EMBI	Indice des obligations des marchés émergents	OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
FAO	Organisation pour l'agriculture et l'alimentation	PFMT	Participation des Femmes au Marché du Travail
FMI	Fonds monétaire international	PIB	Produit Intérieur Brut
FSEC	Fonds de Solidarité Contre les Evénements Catastrophiques	PME	Petites et moyennes entreprises
HCP	Haut-Commissariat au Plan	POV	Pauvreté
IDE	Investissement Direct Etranger	RWI	Indice de Richesse Relative
IMM	Indice Mercalli Modifié	VBG	Violence Basée sur le Genre
IPC	Indice des prix à la consommation		
ISP	Indice Standard de Pluviométrie		

REMERCIEMENTS

Le Rapport de Suivi de la Situation Economique au Maroc est un rapport semestriel de l'équipe macro de la Banque mondiale sur les récents développements économiques et les politiques économiques. Ce rapport présente nos perspectives actuelles pour le Maroc. Il couvre la macroéconomie, la stabilité financière, le développement du secteur privé et le développement humain. Il est destiné à un public large, y compris les décideurs politiques, les chefs d'entreprise, les acteurs des marchés financiers, et la communauté des analystes et des professionnels engagés au Maroc.

Le Rapport de Suivi de la Situation Economique au Maroc est un produit de l'unité Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) du département Macroéconomie, Commerce et Investissement (MTI) du Groupe de la Banque mondiale. Le rapport a été préparé par Javier Diaz-Cassou (économiste principal, MTI), Federica Marzo (économiste principal, POV), Amina Iraqi (économiste, MTI), avec des contributions de Remi Trier (spécialiste principal de la gestion des ressources en eau, SMNAG), Nabila Gourroum (spécialiste principal de l'agriculture, SMNAG), Majda Benzidia (consultante, POV), Kersten Kevin Stamm (économiste, DECPG), Benny Istanto (consultant, DESC), Adrian Cavia (consultant, MNCMA), Robert Andrew Maty (analyste de recherche, DIME4), Rashmin Gunasekera (spécia-

liste principal en gestion des risques de catastrophe, GFDRR), et Antonio Pomonis (consultant, GFDRR).

Les auteurs remercient Jesko Hentschel (Directeur pays pour le Maghreb), Eric Le Borgne (Practice Manager, MTI), et Abdoulaye Sy (Lead Country Economist) pour leurs précieux commentaires lors de la révision de ce rapport, ainsi que les cadres du FMI, du Ministère des Finances, de Bank al Maghrib et du HCP. Nous remercions tout particulièrement Ekaterina Georgieva Stefanova (Senior Program Assistant, MTI) pour son soutien administratif. L'équipe exprime également sa gratitude à l'Observatoire Marocain de la TPME pour avoir partagé des données agrégées et des indicateurs qui ont été utilisés dans diverses sections du rapport. Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce rapport sont ceux du personnel de la Banque Mondiale et ne reflètent pas nécessairement les opinions du Conseil d'administration de la Banque Mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent.

Pour plus d'informations sur la Banque mondiale et ses activités au Maroc, veuillez consulter www.worldbank.org/en/country/morocco (Anglais), www.worldbank.org/ar/country/morocco (Arabe), ou www.banquemondiales.org/fr/country/morocco (Français). Pour toute question ou commentaire sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Javier Diaz Cassou (jdiazcassou@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'économie marocaine se redresse. Suite à un ralentissement marqué en 2022, dû à divers chocs climatiques et sur les matières premières survenus de manière concomitante, la croissance économique a repris son élan, atteignant 2,9 % au cours du premier semestre 2023 principalement grâce aux services et aux exportations nettes. L'inflation a baissé de moitié entre février et août 2023, mais l'inflation alimentaire reste élevée. La baisse des prix des matières premières a également contribué à une réduction temporaire du déficit du compte courant. La réponse aux crises récentes et la réforme en cours des systèmes de santé et de protection sociale exercent des pressions sur les dépenses publiques. Cependant, le gouvernement parvient à réduire progressivement le déficit budgétaire.

La croissance devrait continuer à se raffermir à moyen terme. Après avoir augmenté de 2,8 % en 2023, la croissance du PIB réel devrait atteindre 3,1 % en 2024, 3,3 % en 2025 et 3,5 % en 2026, la demande intérieure se remettant progressivement des chocs récents. L'amélioration récente du déficit du compte courant devrait s'inverser à mesure que les prix de l'énergie rebondissent et qu'une demande intérieure plus dynamique alimente les importations. Le déficit budgétaire devrait continuer à diminuer progressivement et atteindre 3,6 % du PIB en 2025, à condition que la réforme fiscale et celle de la Caisse de Compensation continuent d'être mises en œuvre

avec succès. Cela permettrait de stabiliser le taux d'endettement du Maroc.

Le récent tremblement de terre d'Al Haouz en septembre dernier a eu des conséquences humaines et matérielles dévastatrices, localisées principalement dans les communautés montagneuses isolées, mais il est peu probable qu'il ait des impacts macroéconomiques majeurs.

Près de 3 000 personnes ont perdu la vie, 60 000 bâtiments ont été détruit, dont plus de 500 écoles situées pour la plupart dans les provinces rurales d'Al Haouz, Chichaoua et Taroudant, tandis que les grands centres urbains ont été largement épargnés. Bien que cette catastrophe perturbe inévitablement les activités économiques locales et les moyens de subsistance, ses effets au niveau macro seront limités car les zones les plus touchées ne représentent qu'une part modeste du PIB du Maroc. En réponse à la catastrophe, le gouvernement a fourni une assistance financière aux ménages affectés et a mis en place un nouveau plan de développement ambitieux pour les provinces du Haut Atlas, visant à favoriser une croissance plus inclusive à moyen et long terme. En fonction de son mode de financement, la mise en œuvre de ce plan pourrait exercer une pression supplémentaire sur les finances publiques.

Illustrant la résilience externe du Maroc, le pays a réussi à répondre de manière efficace aux chocs récents. Le séisme d'Al Haouz du 8 septembre

est le dernier d'une série de chocs qui a frappé le Maroc depuis la pandémie de COVID19. Les autorités ont fait preuve d'une forte capacité à faire face à ces perturbations, comme en témoignent la réponse humanitaire apportée au séisme et le plan de développement ambitieux proposé par les autorités pour libérer le potentiel de développement des provinces les plus affectées. On peut également noter d'autres indicateurs illustrant la résilience extérieure du Maroc notamment: une demande extérieure robuste (et croissante) pour les biens et services du pays malgré le ralentissement de l'économie mondiale; la vigueur des flux d'IDE, de plus en plus orientés vers le secteur manufacturier, suggérant que le Maroc pourrait tirer parti du processus actuel de délocalisation; l'émergence de diverses niches industrielles modernes étroitement liées aux chaînes de valeur mondiales, en partie alimentées par des investissements stratégiques tels que la construction du port de Tanger-Med; et le maintien de l'accès de l'État aux marchés financiers internationaux malgré le resserrement actuel des conditions financières mondiales.

Mais l'impact de ces chocs sur le bien-être intérieur reste prononcé. Les indicateurs de confiance des ménages continuent de se dégrader et ont atteint un niveau historiquement bas, avec 87,3 % des personnes interrogées ont déclaré au deuxième trimestre 2023 que leur qualité de vie s'est détériorée au cours de l'année précédente. Le PIB par habitant n'a pas encore retrouvé ses niveaux prépandémie et les dépenses de consommation finale par habitant se situent à peu près au même niveau qu'en 2019. Ces statistiques globales qui dissimulent le fait que l'inflation alimentaire frappe de manière disproportionnée les personnes pauvres et les personnes vulnérables. Une grande partie des femmes et des jeunes reste exclue du marché du travail, avec des baisses des taux d'activité. Les pertes d'emploi se poursuivent dans les zones rurales, les activités agricoles souffrent de la sécheresse pluriannuelle qui a débuté en 2019. Le tremblement de terre d'Al Haouz a également mis en lumière des poches de pauvreté persistantes dans les zones rurales, dont bon nombre ont peu bénéficié des profondes transformations économiques observées ailleurs au Maroc au cours des deux dernières décennies.

Des réformes supplémentaires sont nécessaires pour tirer parti de la résilience extérieure du Maroc et stimuler la prospérité. Le taux de croissance potentiel de l'économie marocaine a considérablement diminué depuis les années 2000 et est actuellement estimé à 3,6 %, soit en dessous de la moyenne des marchés émergents et des économies en développement. La concrétisation d'un tel taux de croissance dans les années à venir serait nettement insuffisante pour atteindre les objectifs ambitieux fixés par le Nouveau Modèle de Développement. Les autorités marocaines sont conscientes de ce défi et ont lancé des réformes ambitieuses pour améliorer le capital humain et inciter les investissements privés. Cependant, ces réformes risquent de ne pas produire le décollage économique souhaité tant que d'autres contraintes microéconomiques cruciales à la croissance ne sont pas résolues. Le Maroc doit encore approfondir les réformes visant à éliminer les obstacles réglementaires et institutionnels entravant la concurrence, tout en ralentissant la réallocation des facteurs de production vers des entreprises et des secteurs plus productifs. Par ailleurs, l'évaluation des politiques et des réformes en cours de mise en œuvre sera essentielle pour s'assurer qu'elles produisent les résultats escomptés, nécessitant un accès étendu aux données, un aspect en cours d'élaboration au Maroc.

L'augmentation de la participation des femmes au marché du travail (PFMT) aurait des retombées économiques et sociales importantes. Les données internationales montrent que l'égalité des genres n'est pas seulement une question de justice sociale et de droits humains, mais aussi un puissant moteur de développement socio-économique. Dans ce contexte, la faiblesse et le déclin du taux d'activité des femmes au Maroc constituent une occasion manquée significative et un obstacle à l'augmentation de la production et de la croissance potentielle. Les simulations de la Banque mondiale indiquent que la réalisation des objectifs du Nouveau Modèle de Développement avec un taux d'activité des femmes de 45 %, pourrait accroître la croissance de près d'un point de pourcentage par an, et réduire les inégalités de 1 à 2 points de Gini. De plus, l'autonomisation économique des femmes aurait des effets



d'entraînement plus larges, tels que l'augmentation des investissements dans le capital humain pour les enfants d'aujourd'hui.

Bien que plusieurs réformes ambitieuses aient déjà été entreprises, un changement de paradigme est encore nécessaire pour renforcer l'autonomisation économique des femmes marocaines.

Cet effort doit cibler les contraintes spécifiques auxquelles sont confrontées les femmes dans différents contextes. Dans les zones rurales, Cela implique notamment de résoudre les problèmes de mobilité et d'accroître l'inclusion financière et numérique pour per-

mettre aux femmes de se lancer dans des activités productives en dehors du foyer. Dans les zones urbaines, où le travail salarié est plus répandu, il est essentiel de promouvoir des conditions de travail favorables aux femmes. Des contraintes transversales doivent également être prise en compte, notamment en améliorant l'offre d'opportunités économiques, en créant un environnement propice permettant aux femmes de saisir ces opportunités, particulièrement par le biais de nouvelles réformes juridiques, fournissant des options de garde d'enfants acceptables et abordables, et en transformant les normes sociales traditionnelles.

EXECUTIVE SUMMARY

The Moroccan economy is recovering. Following a sharp deceleration in 2022 caused by various overlapping commodity and climatic shocks, economic growth increased to 2.9 percent in the first semester of 2023, driven primarily by services and net exports. Inflation has halved between February and August 2023, but food inflation remains high. Lower commodity prices have also contributed to a temporary narrowing of the current account deficit. The response to recent crises and the unfolding reform of the health and social protection systems are exerting pressures on public spending. However, the government is managing to gradually reduce the budget deficit.

Growth is expected to further firm-up in the medium term. After expanding by 2.8 percent in 2023, real GDP growth is projected to reach 3.1 percent in 2024, 3.3 percent in 2025 and 3.5 percent in 2026, as domestic demand gradually recovers from recent shocks. The recent improvement in the current account deficit is expected to revert as energy prices bounce back and a more dynamic domestic demand feeds imports. The budget deficit is projected to continue its gradual decline and reach 3.6 percent of GDP in 2025, contingent on the continued successful implementation of tax reform and on the reform of the system of price subsidies. This would allow for a stabilization of Morocco's debt ratio.

The September Al Haouz earthquake had devastating human and material consequences localized primarily in remote mountain communities but is unlikely to have major macroeconomic impacts. Close to 3 thousand lives have been lost, 60 thousand buildings destroyed, including more than 500 schools located for the most part in the rural provinces of Al Haouz, Chichoua and Taroudant, while major urban centers have been largely spared. Although this disaster will unavoidably disrupt local economic activities and livelihoods, the earthquake will have limited impacts at the macro level, as the most affected areas account for a small share of Morocco's GDP. The government has responded to the disaster with financial assistance to affected households and an ambitious new development plan for the High Atlas provinces, which has the potential to stimulate more inclusive growth in the medium and the long-term. Depending on how it is financed, the implementation of that plan could exert additional pressure on public finances.

Showcasing Morocco's external resilience, the country has managed to effectively respond to recent shocks. The Al Haouz earthquake of September 8th is the last of a series of shocks that have struck Morocco since the COVID-19 pandemic. The authorities have demonstrated a strong capacity to cope with these disturbances, another example of which has

been the humanitarian response to the seism and the ambitious development plan put forward by the authorities to unlock the development potential of the most affected provinces. Other signs of Morocco's external resilience are: the solid (and growing) external demand for the country's goods and services despite the slowing of the international economy; the strength of FDI inflows, increasingly directed towards the manufacturing sector, suggesting that Morocco may be benefiting from the ongoing near-shoring process; the emergence of various modern industrial niches well connected to global value chains, partly fueled by strategic investments such as the construction of the Tanger-Med port; and the sovereign's maintained access to international capital markets despite the ongoing tightening of global financial conditions.

But the domestic welfare impacts of these shocks remain pronounced. Households' confidence indicators continue to deteriorate and have reached an all-time low, with 87.3 percent of surveyed individuals declaring in the second quarter of 2023 that their quality of life has deteriorated over the past year. Per capita GDP has not yet returned to pre-pandemic levels and final consumption expenditure per capita is roughly where it was in 2019. Aggregate statistics mask the fact that food inflation is disproportionately affecting the poor and vulnerable. A large proportion of women and the youth remain excluded from labor markets, with declines in activity rates. Jobs continue to be lost in rural areas as agricultural activities suffer from the multi-year drought that began in 2019. The Al Haouz earthquake has also raised awareness about the pockets of poverty that persist in rural areas, many of which have barely participated in the profound economic transformations undergone elsewhere in Morocco over the past two decades.

Additional reforms are needed to capitalize on Morocco's external resiliency and boost prosperity. The potential growth rate of the Moroccan economy has significantly declined since the 2000s, and is currently estimated at 3.6 percent, below the average for emerging market and development economies. The materialization of such a growth rate over coming years would be clearly insufficient to achieve the ambitious objectives set by the New Development Model. The Moroccan authorities are aware of the

challenge and have launched ambitious reforms to improve human capital and incentivize private investments. However, these reforms may fail to yield the desired economic take-off unless other critical micro-constraints to growth are relieved. Morocco still needs to deepen reforms aimed at removing the regulatory and institutional obstacles that limit competition and slow the reallocation of production factors towards more productive firms and sectors. Moreover, evaluating the policies and reforms under implementation will be key to ensure that they yield the desired outcome, for which a greater access to data is necessary, an unfinished agenda in Morocco.

Increasing Female Labor Force Participation (FLFP) would have a strong economic and social dividend. International evidence shows that gender equality is not only a matter of social justice and human rights, but also a powerful driver of socio-economic development. In this context, Morocco's low and declining FLFP constitutes a major missed opportunity and constraint to potential output and growth. World Bank simulations show that meeting the New Development Model objectives of a 45 percent FLFP rate could increase growth by almost 1 percentage point per year, may reduce inequality by between 1 and 2 Gini points. In addition, increasing women's economic agency will have wider knock-on effects such as increased investment in human capital for today's children.

Although several ambitious reforms have already been undertaken, a paradigm shift is still needed to economically empower Moroccan women. This effort needs to address the specific constraints faced by women in different contexts. In rural areas, these include solving mobility problems and increasing financial and digital inclusion to enable women to engage in productive activities outside the household. In urban areas, where wage work is more common, promoting gender-friendly conditions in the workplace is of the essence. Cross-cutting constraints also need to be addressed, including the supply of economic opportunities, the need for an enabling environment for women to take up these opportunities, including via further legal reforms, the provision of acceptable and affordable childcare options, and shifting traditional social norms.

ملخص تنفيذي

الاقتصاد المغربي يتعافى. وبعد التباطؤ الحاد في عام 2022 الناجم عن مختلف الصدمات السلعية والمناخية المتداخلة، ارتفع النمو الاقتصادي إلى 2.9 % في النصف الأول من عام 2023، مدفوعاً بشكل أساسي بالخدمات وصافي الصادرات. وانخفض التضخم بمقدار النصف بين فبراير/ شباط وأغسطس/ آب 2023، لكن تضخم أسعار المواد الغذائية لا يزال مرتفعاً. كما ساهم انخفاض أسعار السلع الأساسية في تضييق مؤقت لعجز الحساب الجاري. وتؤدي الاستجابة للأزمات الأخيرة، والإصلاحات الجارية في أنظمة الصحة والحماية الاجتماعية إلى فرض ضغوطات على النفقات العامة. ومع ذلك، تمكنت الحكومة من خفض عجز الموازنة تدريجياً.

ومن المتوقع أن يتعزز النمو على المدى المتوسط. وبعد التوسع بنسبة 2.8 % في عام 2023، من المتوقع أن يصل نمو إجمالي الناتج المحلي الحقيقي إلى 3.1 % في عام 2024، و3.3 % في عام 2025، و3.5 % في عام 2026، مع تعافي الطلب المحلي تدريجياً من الصدمات الأخيرة. ومن المتوقع أن ينعكس التحسن الأخير في عجز الحساب الجاري، مع انتعاش أسعار الطاقة، وتزايد الطلب المحلي الديناميكي الذي يغذي الواردات. ومن المتوقع أن يواصل عجز الموازنة تراجعاً تدريجياً ليصل إلى 3.6 % من إجمالي الناتج المحلي في عام 2025، وهو الأمر المرتبط بمواصلة التنفيذ الناجح للإصلاح الضريبي، وإصلاح نظام دعم الأسعار. وهذا من شأنه أن يسمح باستقرار نسبة الدين في المغرب.

كان زلزال الحوز في سبتمبر/أيلول عواقب إنسانية ومادية مدمرة تركزت بشكل أساسي في المجتمعات الجبلية المعزولة، ولكن من غير المرجح أن يكون له آثار كبيرة على الاقتصاد الكلي. وقد فقد ما يقرب من 3 آلاف شخص أرواحهم، ودُمر 60 ألف مبنى، بما في ذلك أكثر من 500 مدرسة يقع معظمها في الأقاليم الريفية الحوز، شيشاوة وتارودانت، في حين نجت المراكز الحضرية الكبرى إلى حد كبير. وعلى الرغم من أن هذه الكارثة ستؤدي حتماً إلى تعطيل الأنشطة الاقتصادية، وسبل العيش المحلية، إلا أن الزلزال سيكون له آثار محدودة على المستوى الكلي، حيث أن المناطق الأكثر تضرراً تمثل حصة صغيرة من إجمالي الناتج

المحلي للمغرب. وقد استجابت الحكومة للكارثة بتقديم المساعدات المالية للأسر المتضررة، إضافة إلى خطة تنمية جديدة طموحة لمقاطعات الأطلس الكبير، والتي لديها القدرة على تحفيز نمو أكثر شمولاً على المدى المتوسط والطويل. واعتماداً على كيفية تمويلها، فإن تنفيذ هذه الخطة يمكن أن يفرض ضغوطاً إضافية على المالية العامة.

تمكنت البلاد من الاستجابة بفعالية للصدمات الأخيرة، مما يدل على الصمود الخارجي للمغرب. فزلزال الحوز الذي وقع يوم 8 سبتمبر/أيلول هو الأخير في سلسلة من الصدمات التي ضربت المغرب منذ جائحة كوفيد 19، وقد أظهرت السلطات قدرة ملحوظة على التعامل مع هذه الاضطرابات، كما هو واضح من خلال الاستجابة الإنسانية للزلزال، وخطة التنمية الطموحة التي طرحتها السلطات لإطلاق إمكانات التنمية في المقاطعات الأكثر تضرراً. ومن العلامات الأخرى التي تشير على صمود المغرب الخارجي: الطلب الخارجي القوي (والمزيد) على سلع وخدمات البلاد على الرغم من تباطؤ الاقتصاد الدولي؛ وقوة تدفقات الاستثمار الأجنبي المباشر، الموجهة بشكل متزايد نحو قطاع الصناعات التحويلية، مما يشير إلى أن المغرب قد يستفيد من عملية التوطين القريب الحالية؛ وظهور مختلف المجالات الصناعية الحديثة المرتبطة بشكل جيد بسلاسل القيمة العالمية، والتي تغذيها جزئياً الاستثمارات الاستراتيجية؛ مثل بناء ميناء طنجة المتوسط، وحفاظ الدولة على إمكانية الوصول إلى أسواق رأس المال الدولية، على الرغم من التشديد المستمر للأوضاع المالية العالمية.

لكن تأثيرات هذه الصدمات على الرفاهية المحلية تظل واضحة. تستمر مؤشرات ثقة الأسر في التدهور، ووصلت إلى أدنى مستوياتها على الإطلاق، حيث أعلن 87.3 % من الأفراد الذين شملهم الاستطلاع في الربع الثاني من عام 2023، أن نوعية حياتهم قد تدهورت خلال العام الماضي. ولم يعد نصيب الفرد من إجمالي الناتج المحلي بعد إلى مستويات ما قبل الجائحة، كما أن نصيب الفرد من الإنفاق الاستهلاكي النهائي هو تقريباً ما كان عليه في عام 2019. وتخفي الإحصاءات الإجمالية حقيقة أن تضخم أسعار الغذاء يؤثر بشكل غير متناسب على الفقراء والفئات

الأكثر احتياجاً. ولا تزال نسبة كبيرة من النساء والشباب مستبعدة من أسواق العمل، مع انخفاض معدلات النشاط. ولا يزال فقدان الوظائف في المناطق الريفية، حيث تعاني الأنشطة الزراعية من الجفاف، الذي دام عدة سنوات، والذي بدأ في عام 2019. كما أدى زلزال الحوز إلى زيادة الوعي حول جيوب الفقر التي لا تزال قائمة في المناطق الريفية، والتي لم يشارك الكثير منها بالكاد في التحولات الاقتصادية العميقة التي شهدتها مناطق أخرى في المغرب خلال العقدين الماضيين.

هناك حاجة إلى إصلاحات إضافية للاستفادة من الصمود الخارجي للمغرب وتعزيز الرخاء. وقد انخفض معدل النمو المحتمل للاقتصاد المغربي بشكل ملحوظ منذ العقد الأول من القرن الحادي والعشرين، ويقدر حالياً بنسبة 3.6 %، أي أقل من المتوسط في اقتصادات الأسواق الناشئة والاقتصادات النامية. ومن الواضح أن تحقيق معدل النمو هذا على مدى السنوات المقبلة لن يكون كافياً لتحقيق الأهداف الطموحة التي حددها نموذج التنمية الجديد. وتدرك السلطات المغربية حجم التحدي، وقد أطلقت إصلاحات طموحة لتحسين رأس المال البشري، وتحفيز الاستثمارات الخاصة. ومع ذلك، قد تفشل هذه الإصلاحات في تحقيق الانطلاقة الاقتصادية المرجوة، ما لم يتم تخفيف القيود الجزئية الحاسمة الأخرى أمام النمو. ولا يزال المغرب بحاجة إلى تعميق الإصلاحات الرامية إلى إزالة العقبات التنظيمية والمؤسسية، والتي تحد من المنافسة، وتبطئ إعادة تخصيص عوامل الإنتاج نحو الشركات والقطاعات الأكثر إنتاجية. علاوة على ذلك، فإن تقييم السياسات والإصلاحات قيد التنفيذ سيكون أساسياً لضمان تحقيق النتائج المرجوة، والتي تتطلب الوصول إلى البيانات، وهو مجال غير مكتمل في المغرب.

إن زيادة مشاركة المرأة في سوق العمل سيكون لها فوائد اقتصادية واجتماعية كبيرة. وتظهر الأدلة الدولية أن المساواة بين الجنسين ليست مجرد مسألة تتعلق بالعدالة الاجتماعية وحقوق الإنسان، ولكنها أيضاً محرك قوي للتنمية الاجتماعية والاقتصادية. وفي هذا السياق، يشكل ضعف وتراجع معدل مشاركة المرأة في سوق العمل في المغرب فرصة كبيرة ضائعة وعائقاً أمام تعزيز النمو والناتج المحتمل. وتظهر عمليات المحاكاة التي أجراها البنك الدولي، أن تحقيق أهداف نموذج التنمية الجديد المتمثلة في مشاركة المرأة في سوق العمل بنسبة 45 % يمكن أن يزيد النمو بنحو نقطة مئوية واحدة سنوياً، وقد يقلل من عدم المساواة بمقدار نقطة إلى نقطتين حسب مؤشر جيني (Gini). وبالإضافة إلى ذلك، فإن زيادة التمكين الاقتصادي للمرأة سيكون له تأثيرات جانبية أوسع نطاقاً، مثل زيادة الاستثمار في رأس المال البشري على أطفال اليوم.

وعلى الرغم من أن العديد من الإصلاحات الطموحة قد تم تنفيذها بالفعل، إلا أنه لا تزال هناك حاجة إلى نقلة نوعية لتمكين المرأة المغربية اقتصادياً. ويجب أن يركز هذا الجهد على قيود محددة تواجهها النساء في سياقات مختلفة. ويشمل ذلك في المناطق الريفية حل مشاكل التنقل، وزيادة الشمول المالي والرقمي لتمكين المرأة من المشاركة في أنشطة إنتاجية خارج الأسرة. أما في المناطق الحضرية، حيث العمل مقابل الأجر أكثر انتشاراً، فمن الضروري تعزيز ظروف العمل الملائمة للنوع. ويجب أيضاً معالجة القيود الشاملة، بما في ذلك توفير الفرص الاقتصادية، والحاجة إلى بيئة تمكينية للمرأة لاغتنام هذه الفرص، ولا سيما من خلال المزيد من الإصلاحات القانونية، توفير خيارات مقبولة وبأسعار معقولة لرعاية الأطفال، وتغيير الأعراف الاجتماعية التقليدية.

DÉVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RÉCENTS

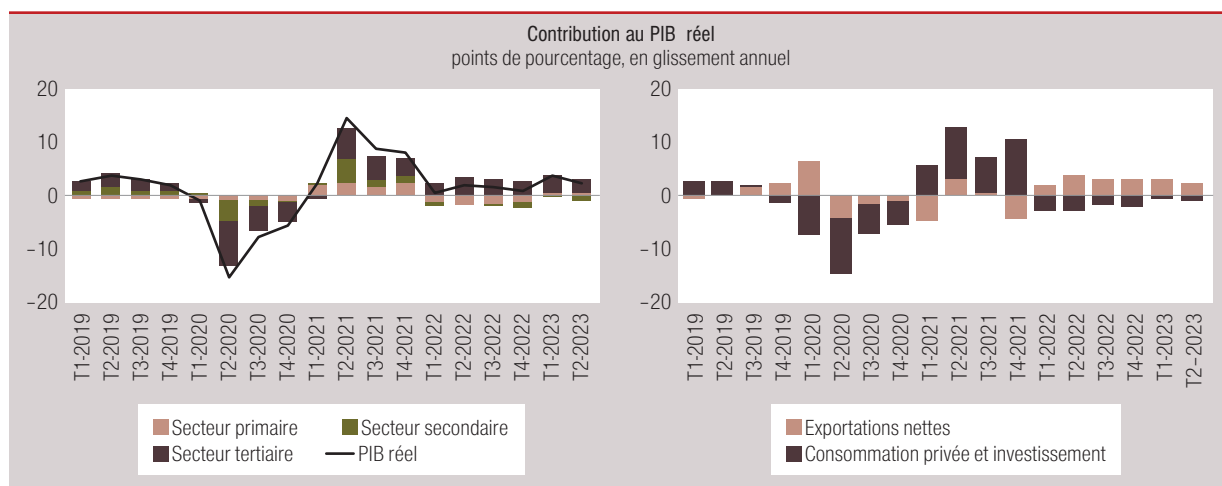
La région du Haut Atlas au Maroc a été frappée par un puissant tremblement de terre

Un tremblement de terre dévastateur a frappé le Haut Atlas le 8 Septembre, causant près de trois mille morts. L'épicentre de ce séisme de magnitude 7 a été localisé à 70 km au Sud-est de Marrakech. Les pertes humaines et matérielles se sont concentrées dans les provinces d'Al-Haouz, Taroudant et Chichaoua, et dans une moindre mesure à Marrakech, Ouarzazate et Azilal. Le gouvernement estime que près de 60 milles bâtiments ont été totalement ou partiellement détruits, principalement dans des régions de montagne isolées et pauvres, affectant au moins 300 mille personnes (Source : Ministère de l'Intérieur). Malgré les impacts importants subis par certaines structures de l'ancienne Médina, les conditions se sont normalisées relativement rapidement dans la ville de Marrakech, tandis que les impacts ont été globalement modestes dans les autres grands centres urbains.

La réponse du gouvernement et de la société civile au tremblement de terre a été globalement efficace. Les besoins fondamentaux de

la plupart des populations affectées ont été couverts dans les jours qui ont suivi la catastrophe, notamment les soins médicaux, la distribution de nourriture et d'eau, et la mise à disposition d'abris temporaires pour les ménages touchés. Le gouvernement a également entrepris immédiatement une évaluation de l'impact des dommages et des besoins de la population et des régions touchées. Depuis lors, il a dévoilé une nouvelle vision pour la région, qui combine un soutien financier immédiat aux ménages touchés avec un plan de développement ambitieux pour les provinces du Haut Atlas. Il s'agit là d'une nouvelle preuve de la capacité de résilience du Maroc face aux chocs, qui a été mise à l'épreuve à plusieurs reprises au cours des dernières années. Cependant, la catastrophe rappelle également les poches de pauvreté qui sont toujours présentes dans de nombreuses zones rurales, des communautés qui ont jusqu'à présent tiré des bénéfices limités de la croissance et de la modernisation de l'économie marocaine au cours des deux dernières décennies. Ce chapitre exploite les quelques informations statistiques disponibles pour caractériser les conditions socio-économiques des populations touchées, tandis que le chapitre 2

FIGURE 1 • L'agriculture, les services et les exportations nettes soutiennent la reprise



fournit une analyse préliminaire des impacts macroéconomiques potentiels.

La croissance économique s'est accélérée grâce à une reprise partielle de l'agriculture, au rebond du tourisme et aux exportations nettes

Après une faible croissance économique en 2022, l'économie marocaine a pris de l'élan en 2023. L'année dernière a été marquée par divers chocs se renforçant mutuellement, une sécheresse sévère ayant entraîné un effondrement de la production agricole nationale, aggravé par la flambée des prix internationaux des produits de base, ce qui a déclenché des pressions inflationnistes longtemps inédites au Maroc. Dans ce contexte, la croissance du PIB réel est passée de 8 % en 2021 à 1,3 % en 2022, en partie en raison d'un effet de base, ce qui représente une décélération comparativement importante. Ces chocs commençant à se dissiper, la croissance s'est redressée pour atteindre 2,9 % au premier semestre 2023.

La reprise partielle de la production agricole contribue à expliquer cette accélération, mais le Maroc reste confronté à des conditions de sécheresse inhabituelles et les principales cultures sont toujours menacées. Une succession

de chocs climatiques défavorables a entraîné des fluctuations prononcées de la production agricole du pays au cours des dernières années, avec des répercussions majeures sur la croissance globale du PIB. En 2022, la production de céréales s'est effondrée, passant de 103 à 34 millions de quintaux, et la contraction du PIB agricole qui en a résulté (-12,9 % sur une base annuelle) explique près d'un tiers de la décélération économique enregistrée cette année-là. En revanche, grâce à un faible effet de base et à l'amélioration des précipitations durant les mois d'automne et d'hiver, la valeur ajoutée agricole a progressé de 6,6 % en glissement annuel (g.a) au premier semestre 2023, contribuant ainsi de manière substantielle à la reprise économique en cours. Cependant, le Maroc n'a pas encore surmonté ce qui est devenu l'une des pires et plus longues sécheresses de son histoire récente (voir encadré 1), avec des impacts majeurs sur un secteur agricole qui représente encore 10 à 12 % du PIB et emploie près de 30 % de la main-d'œuvre.

La reprise du tourisme contribue également à relever la croissance. Avant le tremblement de terre, l'économie marocaine profitait pleinement de l'essor du tourisme à l'échelle mondiale. En effet, les statistiques du secteur ont été impressionnantes au cours du premier semestre : le nombre d'arrivées de touristes internationaux a augmenté de 92,3 % par rapport à l'année dernière (de 3,4 à 6,5 millions) et a déjà dépassé de plus de 20 % les niveaux d'avant le tremblement de terre ; le nombre de nuitées touristiques a

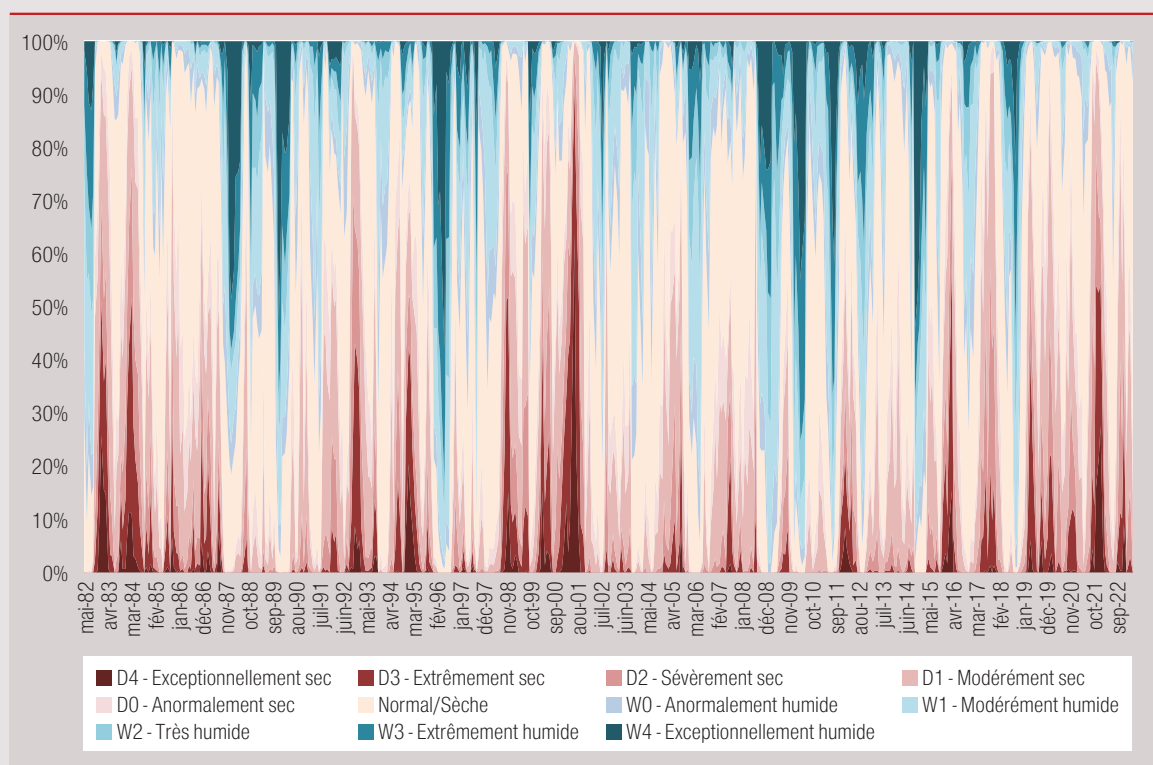
ENCADRÉ 1 : SUIVI DE LA SÉCHERESSE AU MAROC À L'AIDE DE DONNÉES D'IMAGERIE SATELLITAIRE

L'indice standard de pluviométrie (ISP) est un indicateur largement utilisé pour suivre l'évolution des sécheresses sur la base de l'imagerie satellitaire. Dans cet encadré, nous utilisons l'ISP à 6 mois qui, à chaque point de la série temporelle, compare l'écart des niveaux de précipitations au cours des six mois précédents avec la moyenne des intervalles de 6 mois correspondants sur l'ensemble de la période historique disponible. Pour ce faire, on utilise un ensemble de données d'images satellitaires maillées qui rendent compte des conditions sur l'ensemble du territoire marocain de janvier 1981 à mai 2023. En fonction de la valeur de l'indice ISP, chaque observation (cellule de la grille et mois) est classée dans l'une des onze catégories, d'extrêmement sec à extrêmement humide. Le principal indicateur de synthèse que nous utilisons ci-dessous est la part du territoire marocain qui tombe dans chacune de ces catégories.

Cet indicateur permet d'identifier les différentes sécheresses pluriannuelles subies au cours des dernières décennies, comme celle des années 1980 ou celle de la fin des années 1990 et du début des années 2000 (Figure 2). Il montre également que la sécheresse prolongée qui a débuté en 2019 est comparable à ces épisodes, avec des précipitations qui sont restées bien en dessous des moyennes historiques depuis lors sur une grande partie du territoire marocain, avec seulement quelques répit de courte durée. Les précipitations restent un facteur déterminant de la production agricole au Maroc, comme l'illustre la forte corrélation positive entre la proportion du territoire bénéficiant de conditions comparativement humides et la production céréalière (figure 3). Cependant, ce n'est pas le seul : l'évolution des températures et la répartition des précipitations tout au long de la campagne agricole peuvent également avoir un impact important sur les rendements. C'est pourquoi on peut trouver des valeurs aberrantes dans la série de données, comme la campagne agricole 2020–21, qui a été globalement sèche, mais qui a connu des précipitations relativement fréquentes et de faible intensité, bien réparties dans le temps, ce qui explique pourquoi la récolte de cette année-là a été supérieure à la moyenne.

La part du territoire marocain en situation de sécheresse a diminué de 85% en moyenne pendant la campagne agricole 2021–22 à 64 % pendant la campagne 2022–23 (Figure 4), ce qui a contribué à la reprise agricole en cours. Cependant, en comparant cet indicateur à sa moyenne sur l'ensemble de la période historique (39 %), il apparaît que le Maroc n'a pas encore surmonté la sécheresse qui a débuté en 2019 et qui continue d'affecter certaines cultures. De plus, la durée prolongée de la sécheresse implique que l'agriculture irriguée, qui en temps normal est protégée des fluctuations à court terme des précipitations, est également menacée. En effet, malgré la diminution

FIGURE 2 • Pourcentage des zones du Maroc par classes (ISP à 6 mois)



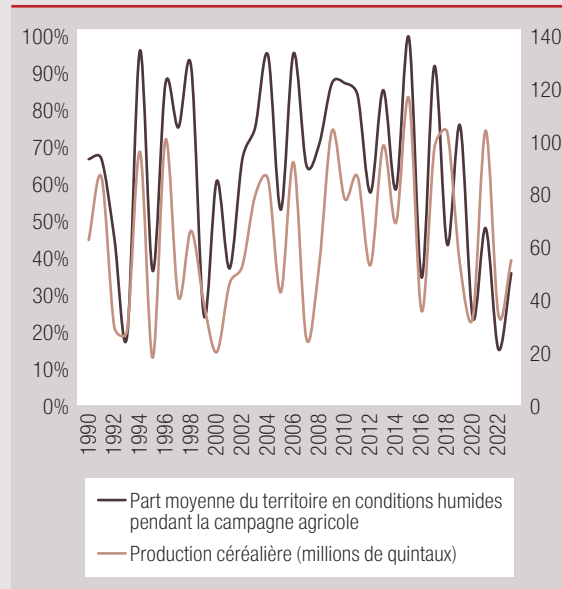
Source : Personnel de la Banque Mondiale utilisant des données du Centre de prévision climatique (CPC) de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA).

(suite à la page suivante)

ENCADRÉ 1 : SUIVI DE LA SÉCHERESSE AU MAROC À L'AIDE DE DONNÉES D'IMAGERIE SATELLITAIRE (suite)

modérée de la sévérité de la sécheresse que l'indice ISP met en évidence, le niveau de remplissage des barrages marocains n'a augmenté que de 1,3 point de pourcentage au cours de l'année écoulée et restait à un niveau alarmant de 25,5 % au début d'octobre, contre plus de 63 % à la fin de l'année 2019, dans les premières phases de la sécheresse actuelle. Dans ce contexte, l'eau continue d'être sévèrement rationnée à des fins d'irrigation au Maroc.

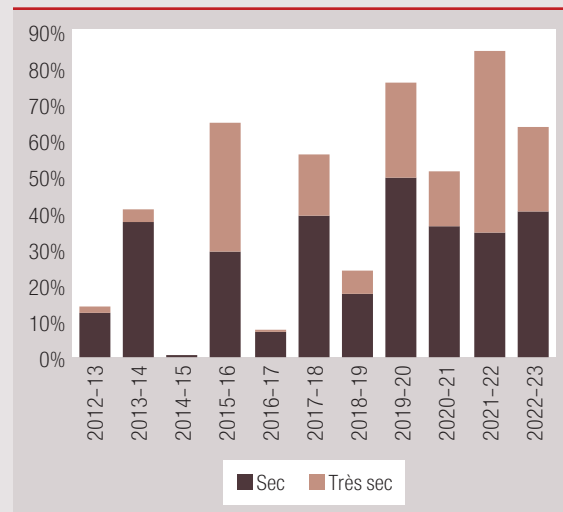
FIGURE 3 • Précipitations et production céréalière en millions de quintaux^a



Source : Calcul Banque Mondiale à partir de données de FAOSTAT et du Centre de prévision climatique (CPC) de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA).

^a Les conditions humides regroupent cinq catégories des 11 catégories de la figure 4 : anormalement, modérément, très, extrêmement et exceptionnellement humide.

FIGURE 4 • Part moyenne du territoire en conditions sèches, campagnes agricoles précédentes^a



Source : Calcul Banque Mondiale à partir de données de FAOSTAT et du Centre de prévision climatique (CPC) de l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA).

^a Les conditions sèches regroupent cinq catégories : anormalement, modérément, sévèrement, extrêmement et exceptionnellement sec. La catégorie «sévèrement sec» regroupe les trois catégories les plus sèches (sévèrement, extrêmement et exceptionnellement sec).

augmenté de 86 % (+134 % pour les non-résidents) ; les recettes des voyages ont augmenté de 69 %, atteignant presque 7 % du PIB. Cela a permis de stimuler le secteur des services, qui a affiché un taux de croissance de 4,9 % au premier semestre 2023 et demeure toujours le principal contributeur à la croissance du Maroc du côté de l'offre depuis le début de la reprise économique du pays après la crise de la pandémie (Figure 1). En revanche, malgré la réussite de certaines niches industrielles telles que l'automobile et l'aéronautique, le secteur secondaire s'est contracté de 1,7 % en 2022 et de 2,1 % en glissement annuel au premier semestre 2023, en raison du ralentissement des activités de construction qui peut être attribué en partie à l'inflation des coûts et à la hausse des taux d'intérêts.

Du côté de la demande, les exportations nettes sont devenues le principal élément contributeur à la croissance. Les chocs récents semblent avoir modifié les principaux leviers de la dynamique de croissance post-COVID du Maroc (figure 1, graphique de droite). Alors que la reprise immédiate qui s'est amorcée fin 2020 a été principalement tirée par la demande intérieure, les contributions de la consommation privée et de l'investissement à la croissance du PIB sont devenues négatives en 2022, une tendance qui s'est probablement inversée à cause du choc inflationniste (voir ci-dessous). De façon presque symétrique, la contribution des exportations nettes à la croissance est devenue positive au début de l'année 2022 et a été le principal moteur de l'accélération observée au premier trimestre 2023. Cela s'expliquait

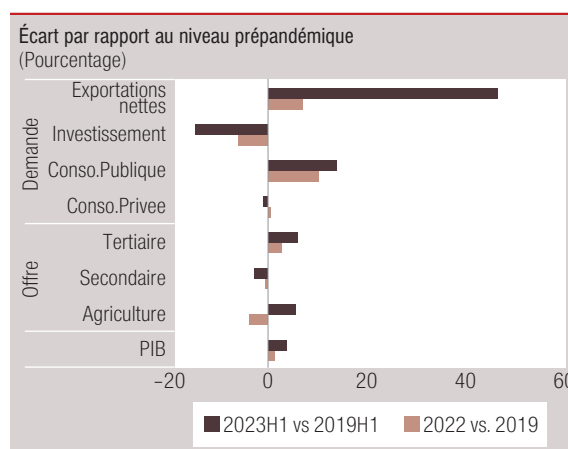
initialement par le dynamisme des exportations, et plus récemment, par la réduction des importations, suite à la dissipation des chocs sur les termes de l'échange survenus au cours du premier semestre de 2022.

L'investissement privé n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie. Les chocs récents ont eu des effets persistants sur la structure de l'économie marocaine, comme l'indique l'évolution contrastée des différentes composantes de l'offre et de la demande par rapport aux niveaux de 2019 (figure 5). Du côté de la demande, si les exportations nettes et la consommation publique dépassent déjà largement les niveaux d'avant la pandémie, la consommation privée s'est à peine redressée, et l'investissement total reste inférieur au niveau de 2019, ce qui est entièrement dû à la formation du capital privé (de 6,2 % en comparant 2022 à 2019, de 15 % en comparant le premier semestre 2023 au premier semestre 2019).¹ Cette évolution est préoccupante dans la mesure où une baisse de l'investissement privé est susceptible d'affecter non seulement la croissance actuelle mais aussi la croissance future, ce qui pourrait être l'une des traces laissées par les multiples crises subies depuis 2020. Les tendances sont un peu moins marquées du côté de l'offre, mais la contribution des services augmente, tandis que le poids du secteur manufacturier stagne et celui de l'agriculture connaît une forte volatilité à cause des chocs climatiques.

La politique macroéconomique reste globalement favorable

Les pressions inflationnistes ont commencé à s'atténuer. L'inflation est passée d'un pic de 10,1 % en février 2023 à 4,9 % en septembre (figure 6). Les pressions sur les prix se sont atténuées pour la plupart des catégories de biens et de services inclus dans l'IPC, mais la baisse de l'inflation a été principalement attribuable au ralentissement des prix des produits alimentaires volatils et des carburants et des lubrifiants. Cette baisse est principalement due à l'évolution des prix internationaux de l'énergie, qui ont chuté de 37 % en août en glissement annuel, selon l'indice des prix des produits de base de la Banque mondiale. L'inflation sous-jacente est également en

FIGURE 5 • l'investissement reste inférieur aux niveaux d'avant la pandémie



Source: HCP et calcul Banque Mondiale.

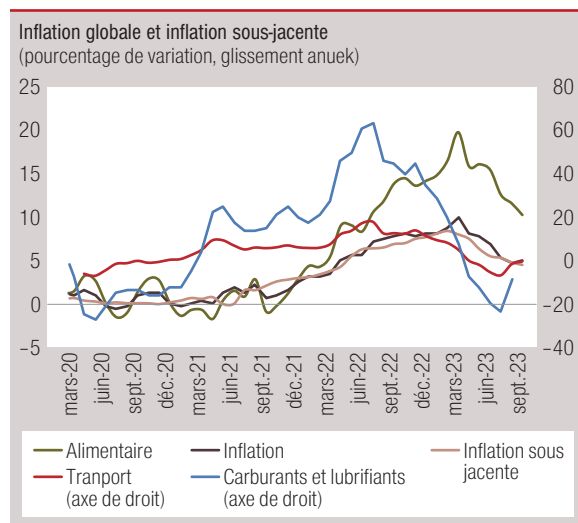
baisse (de 8,5 % en février à 4,6 % en septembre), ce qui suggère que le repli des pressions inflationnistes se généralise. L'évolution récente de l'inflation au Maroc est globalement alignée avec les tendances observées au niveau mondial. Toutefois, il convient de noter que la baisse de l'inflation alimentaire observée au cours des douze derniers mois semble être moins prononcée que dans d'autres pays, ce qui est probablement dû à l'impact des conditions climatiques défavorables sur la production nationale (Figure 7).

Compte tenu de la tendance baissière de l'inflation, la banque centrale a décidé d'interrompre le cycle de resserrement de la politique monétaire. Après trois hausses consécutives des taux directeurs, cumulant 150 points de base entre septembre 2022 et mars 2023, lors de ses réunions trimestrielles de juin et de septembre, le conseil de BAM a décidé de maintenir les taux d'intérêt inchangés à 3 %. Le taux directeur reste négatif en termes réels et se situe bien en dessous de son niveau neutre, tel qu'estimé par le FMI (figure 8).² En fait,

¹ Le HCP ne ventile pas les investissements privés et publics dans les statistiques de la comptabilité nationale. Cependant, étant donné que l'investissement public a augmenté entre 2019 et 2023, la baisse de l'investissement total ne peut être attribuée qu'au secteur privé.

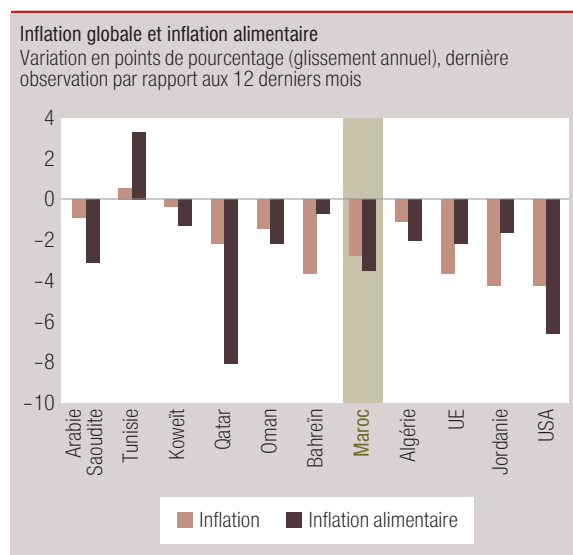
² Sur la base d'une estimation récente du FMI, le taux d'intérêt réel neutre du Maroc se situe entre 0,9 et 4 pour cent (Queyranne et al., 2021).

FIGURE 6 • La baisse des prix de l'énergie a atténué les pressions inflationnistes...



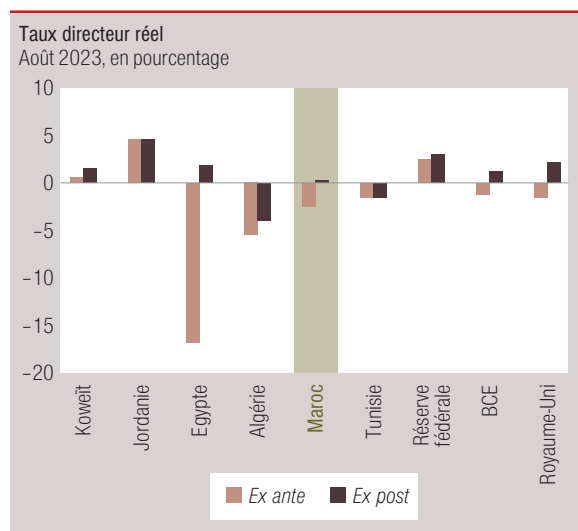
Source: HCP, BAM, Haver analytics, calcul Banque Mondiale.

FIGURE 7 • ...mais l'inflation alimentaire a moins baissé que dans d'autres pays.



Source: HCP, BAM, Haver analytics, calcul Banque Mondiale.

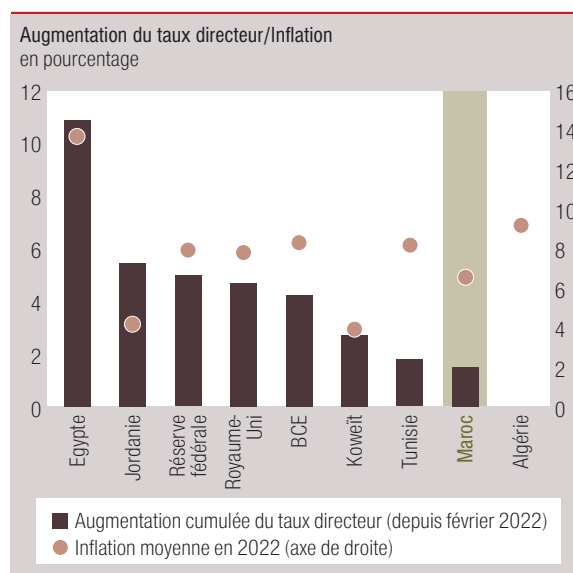
FIGURE 8 • Le taux directeur reste négatif en termes réels...



Source : BAM et calcul Banque Mondiale.

^a Taux d'intérêt ex ante calculé avec le dernier taux d'inflation annuel disponible pour chaque pays. Le taux d'intérêt ex post est calculé avec l'inflation projetée en fin d'année pour 2023.

FIGURE 9 • ...et le resserrement de la politique monétaire a été relativement modéré



Source : BAM et calcul Banque Mondiale.

la hausse cumulée des taux d'intérêt qui a eu lieu depuis le début du cycle de resserrement monétaire est plus faible au Maroc que dans la plupart des autres économies avancées et dans beaucoup d'économies émergentes (figure 9). L'approche prudente de BAM pourrait être justifiée par le fait que l'inflation a été alimentée presque exclusivement par une série

de chocs d'offre, contrairement à la plupart des économies avancées, où une demande résiliente et des marchés de travail tendus ont également exercé des pressions significatives sur les prix. Les prévisions d'inflation sur un horizon de deux ans ont également commencé à diminuer (3,9 % au troisième trimestre 2023, contre 4,7 % au troisième trimestre 2023), mais

elles restent supérieures aux moyennes historiques et dépassent également le taux d'intérêt nominal.³

Les autorités ont de plus en plus recours à des mesures non monétaires pour faire face à l'inflation alimentaire. Malgré l'atténuation actuelle des tensions sur les prix, l'inflation alimentaire reste toujours élevée, à 9.9 % en septembre. Comme indiqué dans l'édition précédente du rapport de suivi de la situation économique, les produits alimentaires représentent une part plus importante du panier de consommation des ménages vulnérables, ce qui implique que le choc inflationniste est susceptible d'avoir un impact disproportionné sur la tranche inférieure de la distribution des revenus. Le gouvernement a adopté diverses mesures pour stimuler l'offre intérieure dans le cadre de sa stratégie anti-inflationniste. Par exemple, il a commencé à restreindre temporairement les exportations de tomates en février face à l'augmentation de

la demande d'importations en provenance d'Europe, une décision qui a eu un impact significatif sur la maîtrise des prix pendant le mois du Ramadan, mais qui pourrait décourager la production nationale ou compromettre la présence future du Maroc sur les marchés d'exportation (encadré 2).⁴ Pour absorber une partie des hausses de coûts subies par le secteur, des programmes d'urgence pour l'alimentation du bétail (orge) et des subventions supplémentaires pour les semences et les engrais ont également été approuvés. Enfin, les autorités ont renforcé les contrôles sur les pratiques de marché abusives qui faussent les prix,

³ Source : Bank al Maghrib, Rapport sur la politique monétaire (diverses éditions) : Bank al Maghrib, Rapport sur la politique monétaire (différentes éditions).

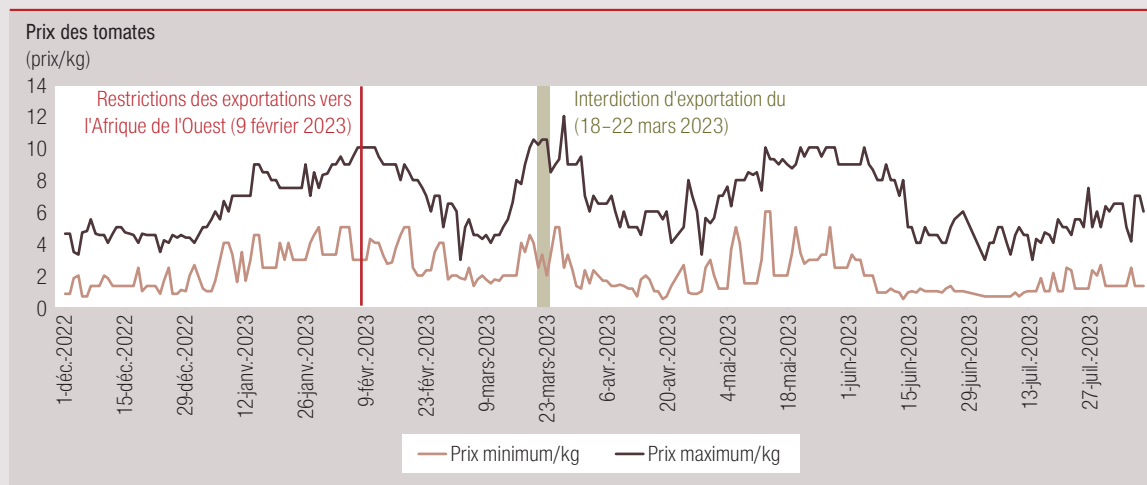
⁴ De nouvelles restrictions ont été récemment annoncées pour d'autres produits, tels que les olives et les oignons.

ENCADRÉ 2 : LES MESURES RÉCENTES POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION ALIMENTAIRE

Comme dans beaucoup d'autres pays, l'inflation alimentaire est devenue une source de préoccupation majeure au Maroc. Cela a été le cas en particulier durant les semaines qui ont précédé le mois sacré du Ramadan, lorsque les augmentations de prix ont atteint un pic de 20 % en glissement annuel. En complément d'autres mesures anti-inflationnistes telles que le resserrement de la politique monétaire ou le maintien de subventions essentielles et de prix réglementés, les actions prises par le Maroc pour faire face à l'inflation alimentaire peuvent être regroupées dans trois domaines : les mesures commerciales, les subventions aux intrants et le soutien aux chaînes d'approvisionnement.

Mesures commerciales. L'émergence du Maroc en tant qu'exportateur majeur de fruits et légumes a apporté des avantages importants au secteur agricole et à l'économie en général. Cependant, elle a également atténué la segmentation entre les marchés nationaux et internationaux, augmentant l'exposition des prix nationaux aux perturbations provenant de l'étranger. La récente volatilité du prix des tomates illustre bien les forces en jeu (figure 10). Selon FAO-STAT, avec l'élargissement progressif de l'accès aux marchés européens,

FIGURE 10 • Prix des tomates sur les marchés intérieurs (base de données ASAAR, périodes distinctes)



Source : Base de données ASAAR (Ministère de l'agriculture).

(suite à la page suivante)

ENCADRÉ 2 : LES MESURES RÉCENTES POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION ALIMENTAIRE *(suite)*

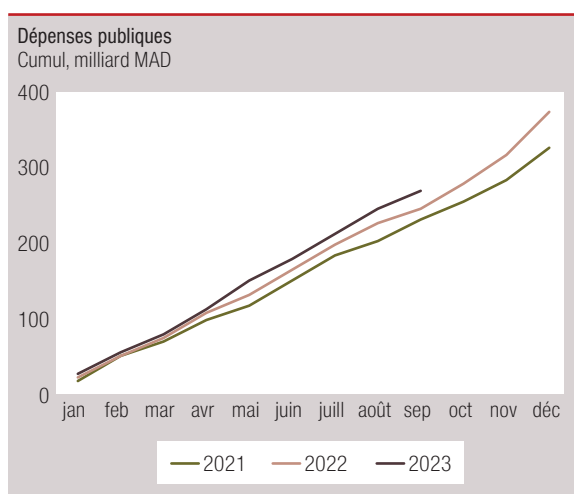
la proportion de tomates exportées par le Maroc est passée de 10–20 % de la production totale au début des années 2000 à près de 50 % dans les années 2020. Dans ce contexte, les pics inflationnistes exceptionnels sur les marchés d'exportation peuvent être rapidement transmis au marché intérieur. C'est ce qui s'est passé l'hiver dernier, lorsque la flambée des prix de l'énergie a entraîné de fortes perturbations dans la production de tomates et d'autres légumes sous serre en Europe, ce qui a rapidement exercé des pressions sur les prix intérieurs du Maroc.

Le gouvernement a d'abord répondu à ce choc par des restrictions quantitatives sur les exportations, mises en place depuis la fin de février, qui se sont été intensifiées avant le début du Ramadan. Ces mesures ont été suivies d'une réduction des prix intérieurs, ce qui a offert un certain apaisement aux consommateurs. Toutefois, cet impact a été de courte durée. Il pourrait éventuellement devenir négatif si l'incertitude engendrée par les restrictions à l'exportation incite les producteurs à revoir leurs plans de culture à la baisse, ce qui aurait un impact négatif sur les consommateurs. Cela pourrait également avoir érodé la confiance des importateurs par rapport à la fiabilité du Maroc en tant que partenaire commercial, ce qui pourrait affecter les exportations futures, même si les statistiques d'exportations les plus récentes publiées par les autorités suggèrent que ce risque n'est pas en train de se concrétiser. Il convient de noter que de nouvelles restrictions à l'exportation ont été récemment adoptées pour les olives et les oignons.

Subventions pour les intrants. Conformément aux mesures lancées au début de 2022 pour atténuer l'impact de la sécheresse sur le secteur agricole, le gouvernement a approuvé en juin de nouvelles subventions visant à réduire le coût des principaux intrants, notamment l'orge, les aliments importés pour le bétail, les semences et les engrais. L'objectif de ces subventions est d'atténuer l'impact que les chocs récents pourraient avoir sur le stock de capital animal et végétal du pays, et d'alléger les pressions exercées sur les prix intérieurs. Cependant, ces programmes sont coûteux : les subventions annoncées en juin mobiliseront à elles seules 9 milliards de dirhams, soit 0,6 % du PIB. De plus, une partie de ces subventions sera inévitablement déversée sur les marchés d'exportation et ne profitera donc pas aux consommateurs marocains. À l'avenir, une alternative plus efficace pour canaliser le soutien vers les ménages défavorisés touchés par un choc de prix pourrait s'articuler autour du nouveau programme d'allocations familiales qui est sur le point d'être déployé, et qui utilisera le Registre Social Unifié (RSU) comme système de ciblage.

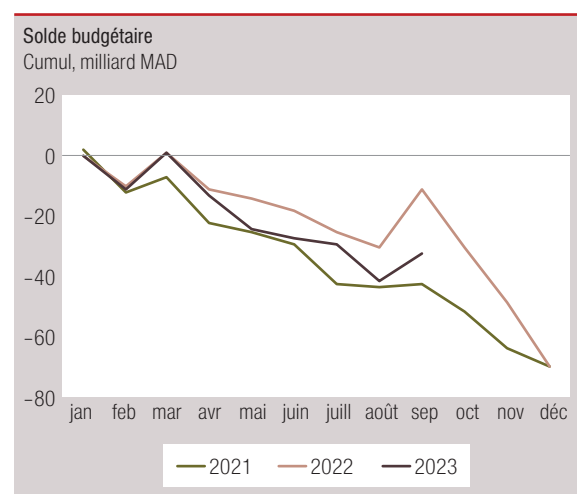
Soutien aux chaînes d'approvisionnement. En plus des mesures de contrôle qui ont été annoncées autour de la période du Ramadan pour lutter contre les pratiques de marché abusives, les autorités marocaines envisagent d'autres mesures structurelles pour accroître l'efficacité des chaînes d'approvisionnement et contribuer ainsi à atténuer les pressions sur les prix au niveau des marchés intérieurs. Ces mesures comprennent : (i) la modernisation des marchés de gros de fruits et légumes frais pour les transformer en plateformes multiservices comprenant le stockage réfrigéré, l'emballage, la vente directe, etc. (ii) l'assouplissement progressif de la norme qui impose actuellement une taxe ad valorem de 7 % sur toutes les transactions de fruits et légumes, qu'ils soient commercialisés ou non sur les marchés de gros ; (iii) la formalisation des transactions et des acteurs tout au long de la chaîne de valeur, ce qui contribuerait à réguler le secteur et à renforcer la transparence sur la formation des prix ; (iv) le renforcement des normes et des standards de qualité, en limitant la pratique actuelle de mélanger des produits de qualités différentes en amont dans la chaîne de commercialisation, ce qui pénalise les consommateurs et entrave le suivi des prix sur les marchés domestiques (contrairement aux marchés d'exportation, pour lesquels des normes strictes sont appliquées).

FIGURE 11 • Les dépenses publiques sont en hausse...



Source : MEF et calcul Banque Mondiale.

FIGURE 12 • ...contribuant à l'augmentation du déficit budgétaire.



Source : MEF et calcul Banque Mondiale.

tout en prenant des mesures pour accroître la transparence. Il est possible de continuer à améliorer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement alimentaire afin de modérer davantage les prix (encadré 2). Une autre politique publique visant à maîtriser l'inflation alimentaire a été le soutien public apporté aux opérateurs de transport routier et le maintien des tarifs de l'électricité, dans le but d'éviter la transmission de la hausse des prix de l'énergie sur l'ensemble de l'économie.

Malgré une baisse (exogène) des subventions, les dépenses publiques continuent d'augmenter. Les subventions totales de la Caisse de Compensation ont baissé de 30,1 % en glissement annuel au cours des neuf premiers mois de 2023, effet mécanique de la baisse des prix du gaz butane sur les marchés internationaux. Cette réduction des subventions d'environ 9,6 milliards de dirhams ne s'est pas traduite par une réduction des dépenses globales, qui ont augmenté de 9,6 % entre janvier et septembre (4,5 % en termes réels). Cette hausse est principalement due à une augmentation de 25,4 % des investissements, tandis que la masse salariale a légèrement diminué en termes réels. Les recettes publiques sont également en hausse (+5,3 % en termes nominaux, +0,4 % en termes réels), malgré une baisse des impôts indirects. L'impact net de ces tendances a été une augmentation du déficit budgétaire au cours des neuf premiers mois de l'année. En conséquence, la dette publique a augmenté de 7,6 % en termes nominaux à la fin du mois d'août 2023 par rapport à son niveau à la fin du mois de décembre

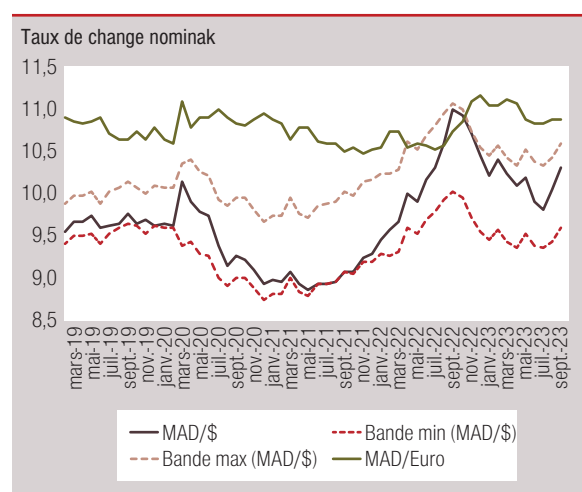
2022. Cette augmentation est tirée plus par la dette extérieure (+14% contre +5,5% pour la dette intérieure).

Les chocs récents ont mis à l'épreuve la résilience externe de l'économie marocaine

Le Maroc continue de faire preuve d'une capacité remarquable à faire face à des perturbations soudaines. Le récent tremblement de terre et la détérioration des termes de l'échange qui a suivi la guerre de la Russie contre l'Ukraine sont les derniers d'une série de chocs exogènes subis par l'économie marocaine au cours des quatre dernières années, avec la pandémie de COVID-19, le resserrement important des conditions financières mondiales et une sécheresse pluriannuelle. Plusieurs tendances témoignent de la résilience externe du pays face à ces chocs. Bien qu'à la suite de l'élargissement de la marge de fluctuation, le taux de change ait commencé à jouer un rôle d'absorption des chocs, le dirham est resté relativement stable (figure 13) ; les réserves de change continuent de protéger l'économie des chocs extérieurs et sont adéquates selon la métrique ARA (figure 14);⁵ les spreads des obligations souveraines sont comparativement faibles (figure 15) et l'émission obligataire souveraine réussie

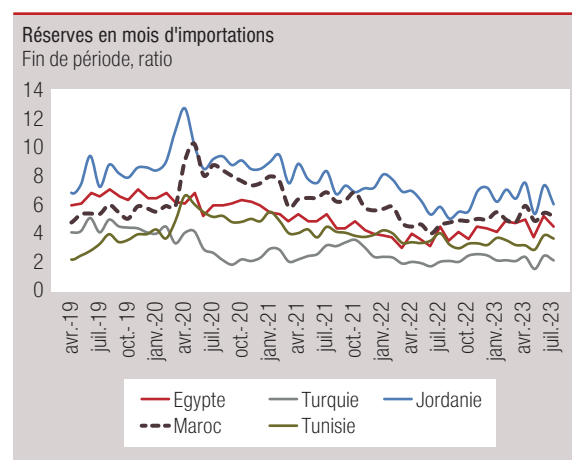
⁵ Source: FMI, Request For an Arrangement Under the Resilience and Sustainability Facility (septembre 2023).

FIGURE 13 • Le dirham reste bien ancré...



Source: BAM, Haver analytics, Calcul Banque Mondiale.

FIGURE 14 • ...les réserves officielles restent adéquates



Source: BAM, Haver analytics, Calcul Banque Mondiale.

en mars montre l'intérêt que portent les investisseurs pour la dette marocaine;⁶ le pays continue d'attirer des entrées d'IDE relativement importantes malgré la fragilité de l'économie mondiale (encadré 3). La ligne de crédit modulable approuvée en avril 2023 par le FMI est un autre signe de la crédibilité internationale du pays. En effet, au-delà de son importance financière en tant que marge de précaution qui pourrait mobiliser 5 milliards de dollars en cas de besoin au cours des deux prochaines années, la LCM constitue un véritable sceau d'approbation réservé aux pays dont les politiques, les cadres institutionnels et les fondamentaux économiques sont très solides.

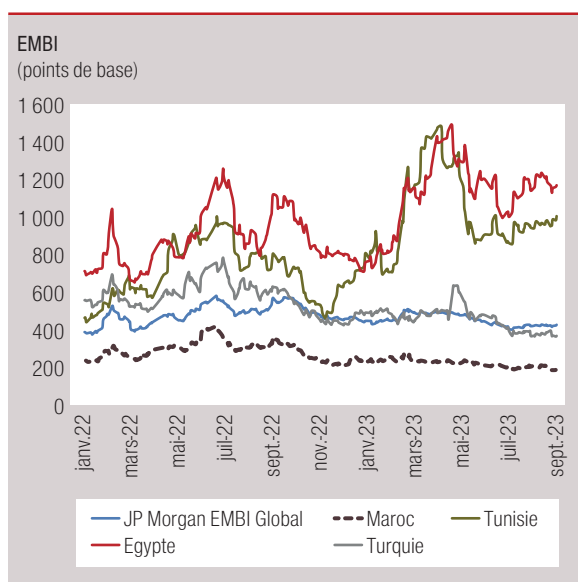
La baisse des prix des matières premières et la vigueur des exportations de biens et de services ont permis de réduire les déficits commercial et courant au cours du premier semestre 2023. Bien que le Maroc soit le plus grand producteur mondial de phosphates, il reste un importateur net de matières premières, surtout lorsque des conditions climatiques défavorables compromettent la production agricole nationale, comme ce fut le cas en 2022. Les prix internationaux des matières premières ont atteint un pic au milieu de l'année 2022, et l'année dernière, les déficits commercial (biens et services) et du compte courant se sont creusés pour atteindre respectivement 11,5 et 3,5 % du PIB. Ce choc sur les

termes de l'échange s'est dissipé au cours du premier semestre 2023, les prix ont baissé en dessous de leur niveau d'avant-guerre,⁷ contribuant à contenir les importations de biens du Maroc, qui se sont contractées de près de 2 %. Malgré une baisse de 38 % de la valeur des ventes de phosphates, principalement due à un effet de prix, les exportations totales de marchandises ont augmenté de 1% au cours de la même période, tandis que les exportations de services ont augmenté de 38% en raison du rebond du tourisme international. En conséquence, le déficit commercial a diminué de 32 %, pour atteindre environ 8,9 % du PIB au premier semestre 2023. Conjugué à l'expansion

⁶ En mars 2023, le Maroc a émis 2,5 milliards de dollars sur les marchés financiers internationaux, une première tranche de 1,25 milliard de dollars avec une maturité de 5 ans et un rendement de 6,2 %, et une deuxième tranche de 1,25 milliard de dollars avec une maturité de 10 ans et un rendement de 6,6 %.

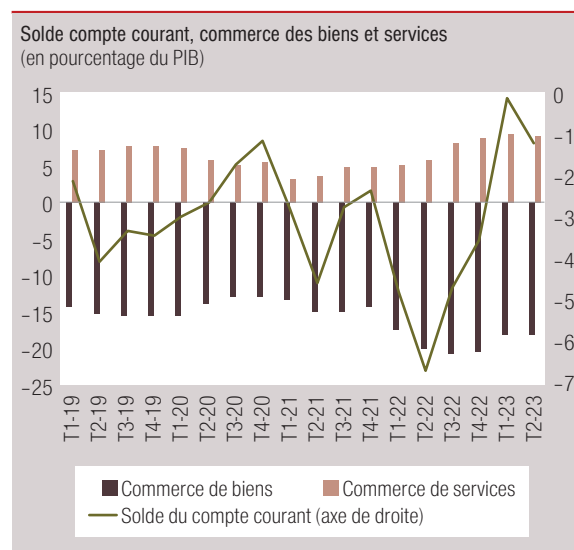
⁷ En juin 2022, le taux de croissance annuel enregistré par l'indice des prix des matières premières de la Banque mondiale a atteint 58 % (+85 % pour l'énergie, +18 % pour les denrées alimentaires, +23 % pour l'énergie). Un an plus tard, il a diminué de 37 % (-45 % pour l'énergie, -13 % pour les denrées alimentaires, -15 % pour les céréales). Cette baisse a été partiellement compensée par les prix du pétrole au cours des dernières semaines, bien que les prix du blé restent bas.

FIGURE 15 • Le spread souverain du Maroc est relativement faible



Source : Office des changes, Haver Analytics et calcul Banque Mondiale.

FIGURE 16 • Les déficits commercial et du compte courant se sont réduits et sont largement financés par les IDE



Source : Office des changes, Haver Analytics et calcul Banque Mondiale.

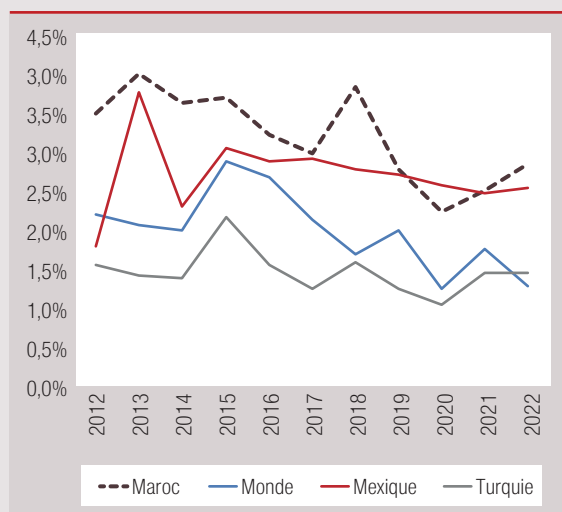
ENCADRÉ 3 : TENDANCES RÉCENTES DES FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS (IDE) VERS LE MAROC

Les nombreuses perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales qui ont eu lieu ces dernières années ont renforcé l'attrait des entreprises transnationales des économies avancées pour le «nearshoring». Il s'agit du processus consistant à rapprocher la production des marchés nationaux dans le but de raccourcir (et donc de sécuriser) les chaînes d'approvisionnement. Le Maroc présente plusieurs caractéristiques qui pourraient en faire une destination attrayante pour le nearshoring, notamment la proximité et l'accès libre au marché européen et d'autres marchés grâce à son vaste réseau d'accords de libre-échange, sa stabilité politique et macroéconomique et ses infrastructures modernes. En outre, le Maroc est bien doté en sources d'énergie renouvelables, ce qui pourrait devenir un autre avantage comparatif pour attirer les IDE dans le contexte de l'effort de décarbonisation en cours à l'échelle mondiale, et qui devrait encore s'accélérer avec l'introduction récente d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) en Europe. Cet encadré passe en revue quelques statistiques récentes sur les IDE qui suggèrent que le Maroc pourrait effectivement commencer à tirer profit de cette tendance de «nearshoring».

Selon les statistiques de l'OCDE, les IDE mondiaux ont chuté de 24% en 2022, passant de 1,8 à 1,3% du PIB mondial (figure 17). En revanche, les flux d'IDE vers le Maroc ont augmenté de 22 % (de 2,5 à 2,9 % du PIB) et ont affiché une augmentation de 52 % depuis 2020. Ce qui est peut-être encore plus remarquable, c'est que l'ampleur totale des projets d'IDE Greenfield annoncés a augmenté rapidement, passant de 3,8 milliards dollars en 2021 à 15,3 milliards dollars en 2022 et à 38 milliards dollars en 2023 (Source : Financial Times FDI Intelligence). La Turquie et le Mexique constituent deux comparateurs intéressants en tant que destinations de nearshoring, compte tenu de leur proximité géographique avec l'UE et les États-Unis et de leurs liens économiques avec ces marchés. À l'inverse des tendances mondiales, les flux d'IDE vers ces deux pays ont également augmenté en 2022. Toutefois, cette augmentation est moins prononcée qu'au Maroc (10 % en Turquie et 15 % au Mexique), et le poids global des entrées d'IDE dans leur économie est également plus faible (2,6 % du PIB au Mexique et 1,4 % du PIB en Turquie).

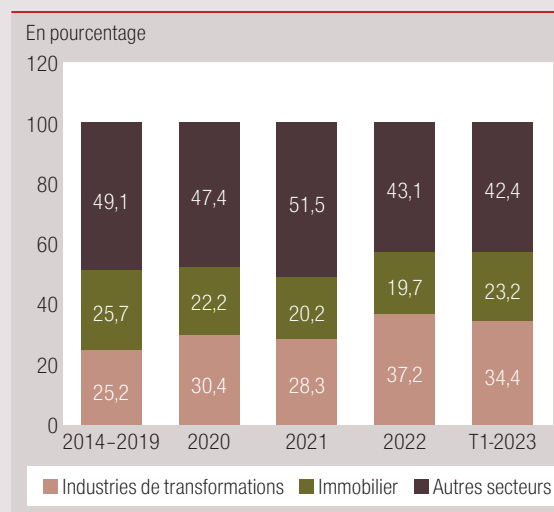
Une autre tendance qui suggère que le Maroc pourrait devenir l'une des destinations choisies par les entreprises multinationales souhaitant raccourcir leurs chaînes d'approvisionnement est l'évolution de la composition des entrées d'IDE. Le BTP est historiquement le secteur qui a attiré le plus grand volume d'IDE au Maroc (25,3 % du total entre 2014 et 2019). Ces dernières années, cependant, la part des entrées d'IDE dans le secteur manufacturier a régulièrement augmenté, passant de 24,9 % du total entre 2014 et 2019 à un pic de 37,2 % en 2022, devenant ainsi le principal destinataire des investissements étrangers (Figure 18). Les niches industrielles qui ont attiré les plus gros volumes d'IDE depuis 2020 sont le secteur de l'automobile (37 % du total), l'industrie chimique (22 %), l'industrie alimentaire (10 %) et l'industrie pharmaceutique (9,5 %). Les pays européens sont de loin les plus grands investisseurs au Maroc, avec près de 70 % du total des entrées d'IDE depuis 2020. Cependant, les États-Unis et les Émirats arabes unis ont gagné du poids ces dernières années, tandis que les investissements chinois restent relativement faibles.

FIGURE 17 • Entrées brutes d'IDE
(en pourcentage du PIB)



Source : OCDE et Office des Changes, calcul Banque mondiale.

FIGURE 18 • Composition des flux d'entrées d'IDE



Source : OCDE et Office des Changes, calcul Banque mondiale.

sion continue des recettes des MRE (près de 8 % du PIB), ce phénomène a entraîné une réduction rapide du déficit du compte courant, qui a même affiché un léger excédent au cours du premier trimestre de 2023.

Le Maroc peut se vanter de plusieurs réussites dans les secteurs des biens échangeables.

Bien que la participation globale du secteur manufacturier marocain au PIB du pays ait à peine évolué au cours des dernières décennies, certaines niches industrielles ont prospéré, avec une augmentation combinée de 40 % des exportations combinées de l'automobile, de l'aéronautique et de l'électronique depuis 2019. Entre 2012 et 2022, le Maroc a pratiquement quadruplé sa production de véhicules à moteur, pour atteindre 465 000 unités.⁸ Le Maroc est ainsi devenu le 23^{ème} plus grand constructeur automobile au niveau mondial, et le deuxième en Afrique. Illustrant l'importance économique du secteur, les automobiles ont dépassé les phosphates et les engrais en tant que principal produit d'exportation du Maroc, atteignant 111 milliards de dirhams en 2022 (10,9 milliards DOLLARS), soit environ 8 % du PIB (6,5 % du PIB en 2019).⁹ Cette évolution est en partie due à l'émergence du port de Tanger-MED en tant que hub logistique majeur en Méditerranée, et quatrième port à conteneurs le plus performant au niveau mondial.¹⁰ En effet, plus de 50 % des exportations de marchandises du Maroc sont déjà acheminées par Tanger-MED.¹¹ Un autre champion marocain dans le secteur des biens échangeables est la compagnie nationale de phosphate, OCP, qui a réussi à augmenter sa participation en aval dans la chaîne de valeur, passant de l'exploitation minière à la production d'engrais, en se concentrant de plus en plus sur le marché africain.

Mais le Maroc n'a pas encore surmonté les effets des chocs récents sur le bien-être, et le séisme met en évidence la présence de poches de pauvreté qui n'ont pas bénéficié des vastes transformations subies par l'économie marocaine au cours des dernières décennies

Tout en améliorant sa résilience macroéconomique, le principal défi pour le Maroc est d'ac-

croître la prospérité et de la partager plus largement. Divers indicateurs de bien-être subjectif et objectif suggèrent que la situation économique d'une grande partie de la population a stagné ou s'est même détériorée depuis la pandémie de COVID-19. Cela ne signifie pas que la résilience externe n'ait pas fait la différence. En effet, l'expérience de nombreux pays montre que les effets sur le bien-être des récentes turbulences intérieures et externes auraient pu être beaucoup plus importants si le Maroc n'avait pas réussi à éviter que ces chocs se transforment en une véritable crise. Le défi est maintenant de tirer profit des avantages comparatifs du Maroc, qui incluent sa résilience externe, pour en faire un levier de développement et de prospérité partagée. Les chapitres 2 et 3 examinent certaines des politiques et des réformes qui permettraient d'assurer la transition vers une croissance plus solide et plus inclusive.

Les indicateurs de confiance des ménages ont atteint un niveau historiquement bas.

L'accélération récente de la croissance économique semble avoir déjà amélioré le climat des affaires : selon le rapport trimestriel de la banque centrale, la part des entreprises marocaines qui considèrent les conditions actuelles comme défavorables a chuté de 36 à 20% entre le deuxième 2022 et le troisième trimestre de 2023. En revanche, l'indice de confiance des ménages a continué à chuter au cours du premier et deuxième trimestre de 2023, atteignant un niveau historiquement bas depuis que cet indicateur a commencé à être produit par le HCP en 2008. Pas moins de 87,3 % des ménages interrogés considèrent que leur qualité de vie s'est détériorée au cours de l'année écoulée, et seulement 53,4 % d'entre eux déclarent disposer de revenus suffisants pour couvrir leurs dépenses.

Le revenu et la consommation par habitant stagnent, en particulier pour les ménages les plus pauvres. Mesuré en dollars internationaux à parité de pouvoir d'achat, le PIB par habitant n'a pas encore

⁸ Source : Organisation internationale des constructeurs d'automobiles.

⁹ Source : Office des Changes.

¹⁰ Source : Banque mondiale, Indice de performance des ports à conteneurs.

¹¹ Source : Rapport annuel de Tanger Med, 2021.

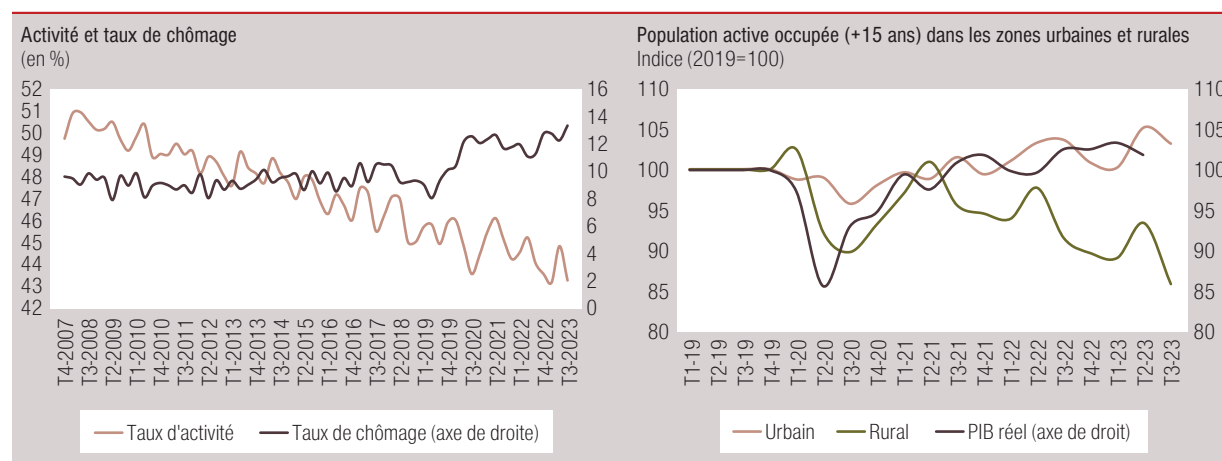
retrouvé ses niveaux d'avant la pandémie (-1,7% entre 2019 et 2022), et les dépenses de consommation finale par habitant se situent à peu près au même niveau qu'en 2019. Bien que la croissance économique se soit redressée au premier semestre 2023, la consommation privée n'a progressé que de 0,2 % en glissement annuel, après s'être contractée de 0,7 % en 2022, probablement en raison de l'impact que l'inflation élevée continue d'avoir sur le pouvoir d'achat. En outre, ces impacts globaux masquent les conséquences asymétriques des chocs récents, qui sont nettement plus importants au niveau de la tranche inférieure de la distribution des revenus. En effet, comme indiqué dans la dernière édition de ce rapport, l'inflation est plus élevée pour les ménages les plus pauvres, étant donné le poids plus important des produits alimentaires dans la composition de leur panier de consommation. Cela signifie que l'érosion de leurs revenus disponibles réels, déjà faibles, induite par l'inflation a été plus importante, ce qui a probablement poussé de nombreux ménages en dessous des seuils de pauvreté et de vulnérabilité.

Une grande partie des femmes et des jeunes marocains sont exclus du marché du travail. Les taux d'activité ont montré une tendance persistante à la baisse depuis la fin des années 2000, passant de 52% en 2007 à 43,2% au troisième trimestre 2023 (figure 19). En outre, la pandémie de COVID-19 semble avoir marqué un tournant dans le taux de chômage, qui est passé de niveaux oscillant

autour de 10 % avant 2020 à 12-13 % depuis lors, avec un pic de 13,5 % au troisième trimestre 2023. Comme discuté en détail dans le chapitre 3, ce problème d'exclusion est particulièrement prononcé pour les femmes, et le Maroc a l'un des taux de participation des femmes au marché du travail les plus bas du monde. Les jeunes présentent également des taux d'inactivité élevés, ce qui contribue probablement à expliquer pourquoi 47% des Marocains âgés de 18 à 29 ans expriment toujours une volonté d'émigrer selon la dernière enquête du Baromètre arabe. Les statistiques récentes illustrent également les dynamiques contrastées du marché du travail entre milieu urbain et rural, ces derniers continuant d'être affectés par la sécheresse pluriannuelle décrite dans l'encadré 1. En effet, alors que le nombre de travailleurs actifs occupés dans les zones rurales a chuté de 14,4% entre 2019 et le troisième trimestre 2023, ce même indicateur a augmenté de 3,2 % dans les centres urbains (figure 19, panneau de droite).

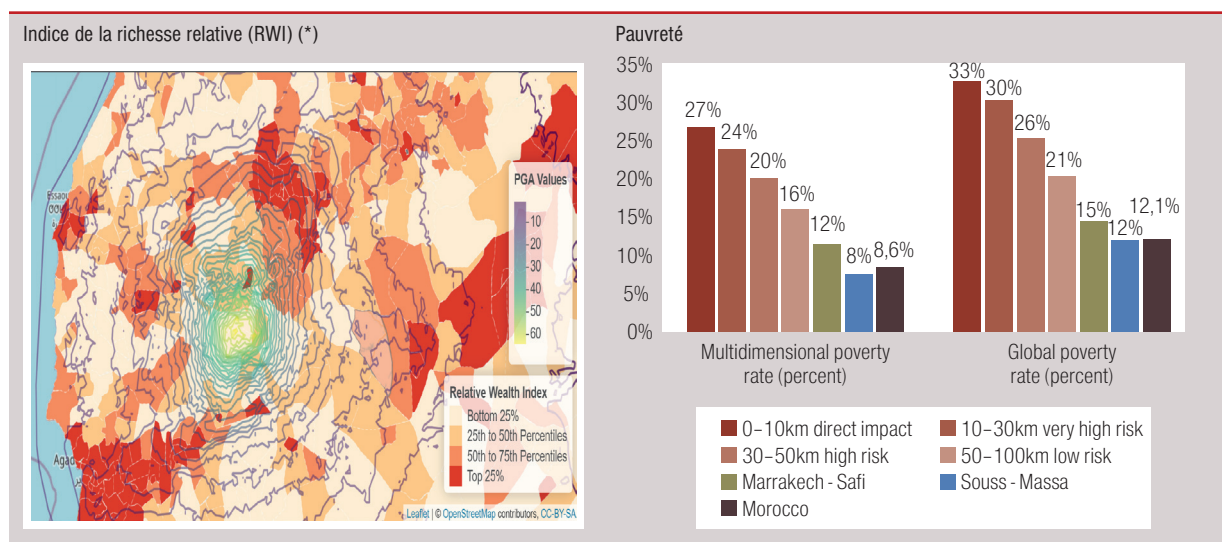
Le séisme d'Al-Haouz a fait prendre conscience des problèmes de développement auxquels sont confrontées les zones rurales montagneuses isolées du Maroc. Une grande partie du débat public qui a suivi le tremblement de terre a porté sur le fait que les zones les plus touchées sont également parmi les plus pauvres du pays, presque exclusivement rurales et avec des capacités moindres pour faire face à un désastre de cette ampleur. Étant donné la rareté des informations statistiques récentes

FIGURE 19 • Le marché du travail ne s'est toujours pas remis de l'impact des chocs récents



Source: HCP, Haver Analytics, calcul Banque Mondiale.

FIGURE 20 • Le tremblement de terre a frappé des communautés relativement pauvres



Source : Calcul Banque Mondiale basés sur Chi et al. (2022) et les cartes de pauvreté du HCP (2014). (*) Le RWI applique des algorithmes d'apprentissage automatique à des données vastes et hétérogènes pour estimer le niveau de vie au sein des pays à une résolution de 2,4 km. Il utilise des données provenant de satellites, de réseaux de téléphonie mobile, de cartes topographiques et de données de connectivité bien agrégées et dépersonnalisées provenant de Facebook. Un indice RWI plus faible (25 % inférieurs) indique un niveau de vie plus bas ; le PGA fait référence à l'accélération maximale du sol et mesure l'accélération maximale du sol qui s'est produite pendant le tremblement de terre à un endroit donné.

sur ces communautés isolées, nous nous appuyons sur l'indice de richesse relative (IRS), un indicateur qui exploite des sources de données alternatives pour caractériser les conditions socio-économiques au niveau local (Chi et al., 2022). Comme le montre la figure 20, la plupart des communes situées près de l'épicentre se situent dans les 25 % inférieurs de la distribution de l'indice de richesse relative et devraient donc figurer parmi les plus pauvres du pays. Ceci est cohérent avec les indicateurs qui peuvent être dérivés de la carte de la pauvreté 2014 du HCP, qui montre que plus on est proche de l'épicentre, plus l'incidence de la pauvreté multidimensionnelle et monétaire est élevée, bien au-dessus des moyennes régionales et nationales.¹² Les indicateurs d'éducation tels que le taux d'analphabétisme ont également tendance à se détériorer à proximité de l'épicentre, qui présente également une proportion plus élevée de femmes, probablement en raison de la tendance des hommes à migrer de ces zones.

Le Maroc a saisi l'occasion des chocs récents pour lancer des réformes ambitieuses, dont le plan de développement du Haut Atlas annoncé par les autorités à la suite du séisme est un autre exemple. Les éditions précédentes de ce rapport ont déjà abordé les réformes lancées à

la suite de la pandémie de COVID-19, en soulignant que leur mise en œuvre réussie pourrait placer le Maroc sur une voie de développement plus forte et plus inclusive (Banque Mondiale, 2021).¹³ Le plan de relance annoncé par le gouvernement constitue un autre exemple de la capacité du Maroc à transformer les crises en opportunités. En effet, moins de trois semaines après le tremblement de terre, les autorités s'étaient déjà engagées non seulement à fournir une aide financière importante pendant un an aux familles touchées par le tremblement de terre et à aider à la reconstruction des maisons et des infrastructures touchées, mais aussi à lancer un plan quinquennal doté d'une enveloppe de 11,7 milliards de dollars (8,3 % du PIB de 2023) pour s'attaquer aux causes profondes

¹² Une enquête plus récente auprès des ménages a été menée par le HCP en 2020, mais les chercheurs n'ont pas accès aux microdonnées, de sorte que la carte de la pauvreté la plus récente pour le Maroc date de 2014. Étant donné les nombreux et importants chocs (par exemple, les sécheresses, les épidémies), une carte dessinée il y a dix ans pourrait être relativement obsolète pour certaines régions.

¹³ <https://www.worldbank.org/en/country/morocco/publication/morocco-economic-monitor-building-momentum-for-reform>.

du sous-développement dans six provinces qui ciblent une population de plus de 4 millions d'habitants. La mise en œuvre réussie de ce plan contribuerait à réduire les écarts d'équité interrégionaux persistants qui caractérisent le Maroc, en aidant les zones rurales à bénéficier de la modernisation économique qui a eu lieu au cours des deux dernières décennies dans

d'autres parties du pays. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, pour atteindre ces objectifs, le gouvernement devra continuer à s'attaquer aux goulets d'étranglement qui limitent encore la capacité du Maroc à transformer ses nombreux avantages comparatifs en leviers de croissance économique et d'inclusion sociale.

PERSPECTIVES ET RISQUES

Perspectives

Malgré la dévastation matérielle et les victimes qu'il a causé, le séisme d'Al Haouz ne devrait pas avoir de conséquences macroéconomiques majeures à court terme.

Le récent tremblement de terre présente certaines caractéristiques qui limiteront son impact sur la croissance économique : les zones les plus touchées contribuent à un faible pourcentage au PIB national, ont tendance à dépendre d'activités agricoles à petite échelle et à faible valeur ajoutée, et sont faiblement intégrées dans l'économie nationale (Encadré 4). Le risque le plus important au niveau macroéconomique est celui des répercussions indirectes que le séisme pourrait avoir eu sur d'autres régions s'il avait affecté négativement le tourisme, un secteur qui a largement contribué à la croissance récente du PIB (voir chapitre 1). Toutefois, les informations disponibles à ce jour suggèrent que les conditions se sont rapidement normalisées dans les principales destinations du pays, en particulier à Marrakech. De plus, l'expérience internationale présentée dans l'encadré 4 suggère que les tremblements de terre ont tendance à avoir un impact modeste sur le tourisme lorsque les infrastructures

essentielles sont épargnées, comme cela a été le cas lors du séisme du 8 septembre. Enfin, le volume important de dons privés et publics reçus par le gouvernement (15 milliards de dirhams, soit 1,1 % du PIB au début du mois d'octobre 2023), ainsi que les ressources qui pourraient être mises à disposition par le biais du Fonds de Solidarité contre les Événements Catastrophiques (FSEC), limiteront les impacts budgétaires à court terme.¹⁴

La réponse lancée par les autorités pourrait augmenter à la fois la croissance du PIB et le déficit budgétaire à moyen terme. Le premier pilier du plan (21 milliards de dirhams, soit 1,5 % du PIB de 2023) est axé sur le maintien des moyens de subsistance de la population touchée, grâce à des transferts en cash qui atténueront la perte de revenus due à la perturbation des activités économiques locales, tout

¹⁴ Le FSEC est un mécanisme de compensation public dont le mandat est de fournir une compensation partielle aux ménages vulnérables non assurés. Il dispose d'une stratégie de financement à plusieurs niveaux, qui comprend un produit de transfert de risque paramétrique excédentaire spécialement conçu pour les tremblements de terre de forte intensité.

ENCADRÉ 4 : ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DES IMPACTS MACROÉCONOMIQUES DU SÉISME D'AL HAOUZ

Les impacts économiques des catastrophes naturelles sont souvent classés en pertes directes ou indirectes. Les premières font référence à la destruction d'actifs causée par ces événements, tandis que les impacts indirects se réfèrent aux pertes de revenus ou de production qui en résultent après l'événement. Alors que le premier est un concept statique qui est indubitablement négatif, le second est dynamique, probablement négatif à court terme en raison de la destruction associée des facteurs de production, mais potentiellement en déclin et même en retour au fil du temps en fonction de la capacité du gouvernement à réaffecter des ressources à la reconstruction et de la réponse comportementale des populations touchées. Une autre différence cruciale entre les deux types d'impact est que seul le second est pris en compte par le PIB. Cet encadré vise à mettre en lumière la direction et l'ordre de grandeur potentiel des impacts que le tremblement de terre d'Al Haouz pourrait avoir sur la croissance économique. Il convient de noter d'emblée que cette analyse ne constitue pas une évaluation complète, qui nécessiterait des informations et des données qui n'étaient pas encore disponibles au moment de la rédaction du présent document.

Les conséquences macroéconomiques du tremblement de terre dépendront finalement de : (i) des impacts économiques causés par la catastrophe au niveau local ; (ii) de l'importance économique globale des zones les plus touchées ; (iii) des retombées économiques potentielles sur d'autres régions.

En ce qui concerne le premier de ces trois déterminants, et sans tenir compte de la réponse du gouvernement à la catastrophe, les impacts du tremblement de terre seront prononcés sur les activités économiques locales, du moins à court terme. Selon le ministère de l'Intérieur, le séisme a fait 2 946 victimes et plus de 18 000 blessés ; la destruction partielle ou complète de près de 60 000 bâtiments ; des dommages importants à diverses routes, infrastructures hydrauliques, plus de 500 écoles et plusieurs centres de santé. En outre, le tremblement de terre aurait causé une grande perte de bétail, source importante de nourriture et de revenus pour les communautés montagneuses. Il s'agit d'une perte importante de main-d'œuvre et de capital qui affectera inévitablement la production potentielle dans ces régions.

D'un autre côté, le processus de reconstruction pourrait également stimuler les économies locales à moyen et à long terme. Tout d'abord, les transferts monétaires alloués aux ménages touchés pendant une période d'un an et les salaires potentiellement générés par l'effort de reconstruction pourraient stimuler la consommation, en particulier dans les communautés montagneuses isolées où les revenus étaient limités avant la catastrophe. Deuxièmement, ces investissements du gouvernement pourraient offrir des opportunités significatives de substituer les activités traditionnelles qui prévalaient dans la région (principalement les activités agricoles et pastorales à petite échelle) par de nouvelles occupations dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée tels que la construction. Troisièmement, dans la mesure où le plan ambitieux annoncé pour le Haut Atlas réussit à libérer le potentiel touristique et agricole de ces provinces, il pourrait catalyser une réallocation plus durable des facteurs de production vers des activités plus productives. Il faudra attendre la mise en œuvre du plan pour voir si ces impacts positifs dépasseront les impacts négatifs évoqués plus haut. Mais la vision du gouvernement de « mieux reconstruire » est suffisamment ambitieuse pour potentiellement changer la dynamique de développement d'une région qui a été jusqu'à présent largement exclue des profondes transformations socio-économiques subies ailleurs au Maroc au cours des deux dernières décennies.

Le deuxième déterminant clé de l'impact du séisme au niveau macroéconomique est le poids économique de la zone où l'activité économique a été perturbée par la catastrophe. Les deux régions qui concentrent les impacts (Marrakech-Safi et Sous-Massa) ont contribué à 15 % du PIB national en moyenne entre 2014 et 2021. Cependant, les conditions se seraient normalisées relativement rapidement dans la plupart des centres urbains, et les principales perturbations de l'activité économique sont maintenant limitées aux communautés rurales dans les provinces d'Al Haouz, Chichaoua et Taroudant. Le Maroc ne produit pas de comptes nationaux au niveau provincial, mais l'utilisation de la consommation d'électricité comme indicateur suggère que ces trois provinces pourraient contribuer à environ 4,3% du PIB.^a D'autres statistiques confirment que ces trois provinces ont un poids économique limité au niveau national (figure 21), ce qui minimisera l'impact des perturbations économiques locales sur le PIB national.

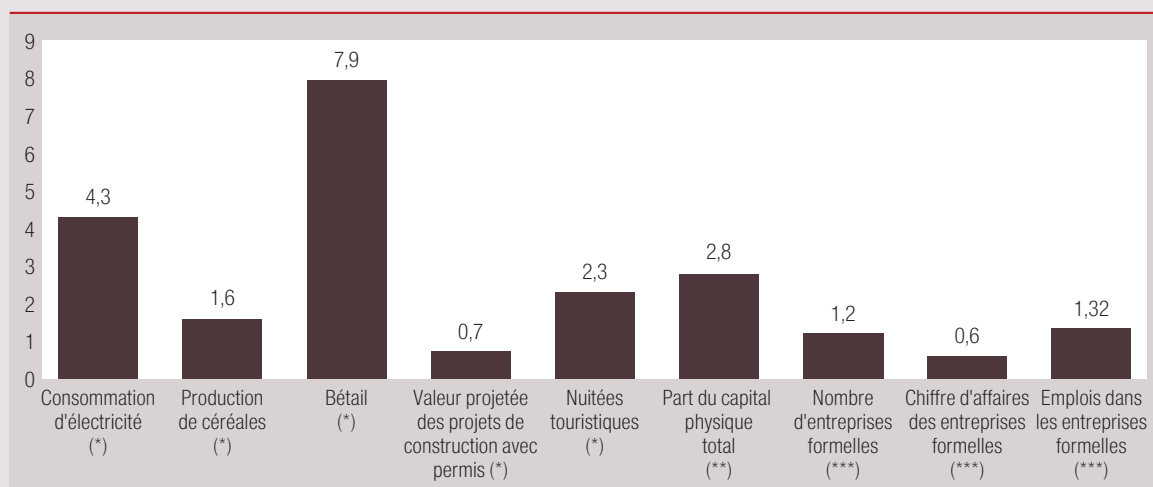
Même au sein des trois provinces les plus touchées, les dommages (et donc les perturbations de l'activité économique) ont été plutôt localisés, concentrés dans des communautés rurales pour lesquelles il existe peu d'informations statistiques accessibles au public. Pour évaluer le poids économique de ces communautés, nous avons recours à des sources de données alternatives basées sur l'imagerie satellitaire ou sur des données administratives partagées par les autorités. Selon les calculs de la Banque mondiale, la zone où l'intensité du séisme a été suffisante pour causer des dommages considérables aux bâtiments et aux infrastructures (VII ou plus sur l'échelle MMI) contribue à environ 1 % du capital total du pays et à 0,3 % de l'éclairage nocturne total (données pour 2022).^b Les statistiques obtenues de l'observatoire des PME vont dans le même sens, puisque les entreprises formelles ayant leur siège dans les communautés les plus proches de l'épicentre contribuent à moins de 0,1 % du chiffre d'affaires total et des emplois des entreprises formelles marocaines.

Enfin, les impacts macroéconomiques du tremblement de terre pourraient être canalisés par les retombées que les perturbations économiques dans les zones les plus touchées pourraient avoir sur d'autres régions. Les informations disponibles suggèrent que bon nombre des communautés sévèrement touchées par le tremblement de terre ont généralement peu de liens avec l'économie nationale, ce qui limitera l'ampleur de ces retombées potentielles. Toutefois, le tremblement de terre aurait pu avoir un impact négatif sur la volonté des touristes internationaux de se rendre au Maroc, et plus particulièrement à Marrakech, qui est à la fois la première destination touristique

(suite à la page suivante)

ENCADRÉ 4 : ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DES IMPACTS MACROÉCONOMIQUES DU SÉISME D'AL HAOUZ (suite)

FIGURE 21 • Participation des trois provinces les plus touchées par rapport au total national (pourcentage), comme approximations de leur poids économique



* Données du HCP (annuaire statistique des régions).

** Calculs des services de la Banque mondiale. Le stock de capital total est calculé à l'aide d'une méthode d'inventaire permanent. Désagrégation provinciale produite avec : (i) l'allocation spatiale des expositions basée sur des couches de population globale à haute résolution (GHSL, etc.) ; (ii) les surfaces de plancher construites obtenues par m2 par personne dans les zones urbaines/rurales en utilisant également les derniers ensembles de données sur les empreintes des bâtiments, puis distribuées à différentes typologies structurelles/classes de vulnérabilité en utilisant le recensement ; (iii) la cartographie urbaine/rurale également réalisée en utilisant des couches globales telles que GHSL SMOD ; (iv) les valeurs de coût de construction unitaire de remplacement (US\$/m2) pour différents types de bâtiments sur la base de données d'ingénierie.

*** Obtenu à partir de la base de données de l'Observatoire Marocain de la TPME, une institution rattachée à la banque centrale qui recueille des données administratives pour le secteur privé formel marocain, les analyse et produit des indicateurs pour la prise de décisions.

du pays et la seule à avoir subi des dommages matériels importants à la suite du séisme. Toutefois, les données disponibles à ce jour suggèrent qu'un choc de cette ampleur ne se matérialise pas et que les arrivées internationales ont augmenté de 7,1 % en glissement annuel en septembre malgré le tremblement de terre. La tenue des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI en octobre pourrait avoir renforcé l'attrait de la marque Marrakech pour les voyageurs internationaux.

L'évidence empirique concernant l'impact des tremblements de terre sur le tourisme incitent également à un optimisme prudent. Roselló, Becken et Santana-Gallego (2020) utilisent un ensemble de données mondiales sur les catastrophes naturelles et constatent que même quand le nombre de victimes est élevé, lorsque les pertes directes causées par un tremblement de terre sont limitées et que les infrastructures essentielles sont épargnées (telles que les aéroports ou les grands hôtels), comme cela semble être le cas avec le séisme du 8 septembre, le tourisme a tendance à se rétablir rapidement et même à dépasser les niveaux d'avant la catastrophe de 2 % au bout de six mois et de 3 % au bout de douze mois. Plusieurs contributions se sont concentrées sur des événements spécifiques et ont abouti à des résultats mitigés. Si certains tremblements de terre, comme ceux du Sichuan (2008) ou du Népal (2015), ont été suivis d'une augmentation du tourisme entrant, d'autres, comme celui de Marmara (1999), ont eu l'effet inverse (Huang et al., 2020 ; Min et al., 2020 ; Bayram et Cifi, 2021).

^a Al Haouz, 0,9 % ; Chichaoua, 0,6 % ; Taroudant, 2,8 %.

^b L'indice Mercalli Modifié (MMI) est une échelle utilisée pour mesurer l'intensité des secousses et des dommages causés par un tremblement de terre à des endroits spécifiques. Il va de I à XII, les séismes de VII et plus étant considérés comme suffisamment forts pour causer des dommages considérables aux bâtiments.

en finançant la reconstruction de leurs logements, et grâce à la réhabilitation des infrastructures de la région. Le deuxième pilier (99 milliards de dirhams, soit 6,7 % du PIB de 2023) est plus prospectif et vise à réaliser le potentiel de croissance des provinces du

Haut Atlas, grâce à des investissements destinés à moderniser les infrastructures, à promouvoir le tourisme et l'agriculture, à réhabiliter les centres urbains et à améliorer la qualité des services publics. Un plan de reconstruction et de développement de cette

ampleur pourrait avoir un impact positif sur la croissance pendant sa période de mise en œuvre (2024 à 2028) et après. Selon son mode de financement, il pourrait également exercer une pression supplémentaire sur des finances publiques déjà très sollicitées. Au moment de la rédaction du présent rapport, nous ne disposons pas d'informations suffisantes sur les détails du plan et ses sources de financement pour l'intégrer pleinement dans nos projections budgétaires de référence.

La croissance du PIB devrait s'accélérer pour atteindre 2,8 % en 2023 et se raffermir pour atteindre 3,1% en 2024. Le secteur agricole devrait contribuer à cette accélération, les principales cultures se remettant progressivement de la sécheresse de l'année dernière et revenant à des niveaux moyens en 2024. Les services resteront un contributeur majeur à la croissance grâce au dynamisme du secteur du tourisme, qui devrait se redresser rapidement de l'impact du séisme. Malgré le maintien de la vigueur des niches manufacturières orientées vers l'exportation observée ces dernières années, les performances du secteur secondaire seront modérées par la faiblesse de la conjoncture mondiale et les résultats modestes de la construction dans un contexte de taux d'intérêt plus élevés. La demande intérieure devrait commencer à se remettre des chocs récents, soutenue par l'amélioration des conditions du marché du travail, des transferts des MRE, du déploiement prochain du programme d'allocations familiales et de la modération progressive de l'inflation.

Le déficit du compte courant devrait baisser en 2023 en raison de l'amélioration des termes de l'échange, mais la hausse des prix de l'énergie et la reprise de la demande intérieure pourraient l'augmenter en 2024. Avec l'atténuation du choc des termes de l'échange déclenché par l'invasion Russe de l'Ukraine, la hausse du tourisme et des transferts des MRE contribuera à réduire le déficit du compte courant à 1,8 % du PIB en 2023. Toutefois, les prix de l'énergie ont augmenté de 8,3 % en septembre, ce qui pourrait exercer une nouvelle pression sur le déficit commercial dans les mois à venir. Avec l'augmentation progressive de l'absorption intérieure qui se produira lorsque la consommation et l'investissement commenceront à se redresser des chocs

récents, le déficit se creuserait pour atteindre 2,5 % du PIB en 2024. Malgré la baisse temporaire observée au cours du premier semestre 2023, nous prévoyons que les IDE resteront élevés et suffisants pour financer la majeure partie du déficit du compte courant, car de nouveaux grands projets d'investissement dans l'industrie manufacturière continuent d'être annoncés.

Malgré les fortes pressions exercées sur les dépenses, le déficit budgétaire devrait revenir progressivement à son niveau d'avant la pandémie. Les mesures adoptées pour faire face aux chocs récents et au stress hydrique, la mise en œuvre d'une réforme ambitieuse de la santé et de la protection sociale et l'effort de reconstruction après le séisme pourraient continuer à accroître les dépenses publiques. Toutefois, les autorités sont également en train de mettre en œuvre plusieurs mesures visant à créer une marge de manœuvre budgétaire, notamment la réforme fiscale en cours, l'absorption de divers programmes sociaux préexistants dans le programme d'aides sociales directes, ainsi que la réforme de compensation envisagée pour le gaz butane, de la farine et du sucre. En outre, le gouvernement prévoit de continuer à mobiliser des montants importants de recettes non fiscales par le biais d'opérations de financements innovants. Dans l'ensemble, cela devrait permettre de contenir le déficit budgétaire, qui devrait s'établir à 4,6 % du PIB à la fin de 2023 et atteindre 3,6 % du PIB d'ici 2025. Dans ce scénario de référence, le ratio de la dette se stabiliserait en dessous de 70 % du PIB.

Risques pour les perspectives macroéconomiques

La balance des risques est orientée à la baisse.

Comme le souligne l'encadré 1, le Maroc continue d'être confronté à des conditions de sécheresse inhabituelles, ce qui signifie que la reprise progressive de la production agricole est loin d'être assurée. Le gouvernement a renouvelé ses efforts d'investissement et de réformes pour résoudre le problème structurel du stress hydriques auquel le pays est de plus en plus confronté dans le contexte d'un changement climatique rapide. Si ces politiques s'avèrent insuffi-

santes, l'eau pourrait être rationnée pour l'agriculture mais aussi pour d'autres secteurs de l'économie, ce qui pourrait coûter jusqu'à 6,5 % du PIB à long terme (Banque mondiale, 2022). Sur le plan international, le Maroc est exposé aux risques posés par les tensions géopolitiques actuelles, qui pourraient entraîner de nouveaux chocs sur les termes de l'échange en cas de nouvelle flambée des prix des produits alimentaires et des produits énergétiques. Il pourrait en résulter un déficit commercial plus important, réduisant la contribution récente des exportations nettes et des IDE à la croissance. Cela pourrait également ralentir le processus de désinflation en cours, ce qui aurait un impact négatif sur le pouvoir d'achat des ménages et donc sur la consommation, tout en obligeant éventuellement la BAM à revoir l'orientation de sa politique monétaire, ce qui affecterait l'investissement.

Le Maroc doit reconstituer sa marge de manœuvre pour faire face aux chocs futurs.

Comme nous l'avons vu au chapitre 1, le Maroc a fait preuve d'une capacité remarquable à faire face aux perturbations mondiales au cours des dernières années. Cependant, la réponse du gouvernement à ces chocs risque d'épuiser les réserves budgétaires, ce qui pourrait limiter la capacité du pays à faire face à de futures perturbations. Compte tenu de la fréquence croissante des crises interconnectées au niveau mondial, le Maroc doit reconstituer ces marges budgétaires, qui sont essentielles pour éviter que des chocs futurs ne fassent dérailler son processus de développement. Pour ce faire, il devra donner la priorité aux réformes visant à accroître sa capacité de mobilisation des recettes publiques et l'efficacité des dépenses publiques, et à renforcer le rôle anticyclique des finances publiques. Parallèlement à la réforme fiscale qui a déjà commencé, l'introduction envisagée d'une taxe sur le carbone pourrait être un outil efficace pour augmenter les recettes publiques et accélérer la décarbonisation de l'économie. Par ailleurs, ce programme pourrait contribuer à préserver, voire à améliorer, l'accès aux marchés d'exportation européens, qui se concentrent de plus en plus sur

l'action climatique, dont l'indication la plus récente est l'introduction du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM).

L'inversion du repli de la croissance potentielle reste un défi majeur pour le développement du Maroc.

Comme indiqué dans l'encadré 5, des estimations récentes confirment que la croissance potentielle du Maroc a diminué au cours des deux dernières décennies. Elle oscille actuellement autour de 3,6 %, ce qui est inférieur à la moyenne des marchés émergents et des économies en développement (MEED). La matérialisation d'un tel taux de croissance dans les années à venir serait clairement insuffisante pour atteindre l'un des objectifs clés du nouveau modèle de développement du Maroc : doubler le revenu par habitant d'ici 2035.¹⁵ Cela justifie amplement les réformes lancées par les autorités pour renforcer le capital humain et stimuler l'investissement privé. Cependant, cet effort pourrait ne pas conduire au décollage économique souhaité si d'autres micro-contraintes critiques à la croissance ne sont pas levées. Plus précisément, des réformes de marché supplémentaires pourraient encore être nécessaires pour faire face aux obstacles réglementaires et institutionnels qui limitent la concurrence et ralentissent la réaffectation des facteurs de production vers des entreprises et des secteurs plus productifs. Cela augmenterait la contribution de la productivité totale des facteurs (PTF) à la croissance économique et stimulerait la création d'emplois, ce qui, à son tour, faciliterait l'intégration des femmes sur le marché du travail. Une plus grande participation des femmes au marché du travail pourrait aussi augmenter la croissance économique par elle-même, créant potentiellement un cercle vertueux qui est discuté plus en détail dans le chapitre suivant.

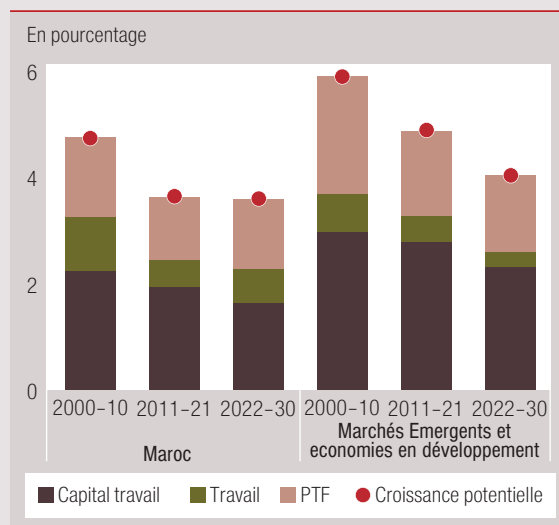
¹⁵ Pour atteindre ce doublement du revenu par habitant d'ici 2035, il faudrait que le Maroc ait un taux de croissance annuel moyen de plus de 7 % par an.

ENCADRÉ 5 : LA CROISSANCE POTENTIELLE DU MAROC DANS UNE PERSPECTIVE COMPARATIVE

La croissance potentielle peut être définie comme le taux de croissance réel de la production lorsque tous les facteurs de production sont alloués de manière optimale. La production potentielle ne pouvant être observée, elle doit être estimée. Différentes approches méthodologiques ont été développées, et à la suite de Kose et Ohnsorge (2023), cet encadré applique l'approche de la fonction de production, en analysant l'évolution de la croissance potentielle du Maroc depuis le début du siècle, avec des comparaisons internationales, et en fournissant des projections jusqu'en 2030. Selon cette approche, la croissance potentielle est calculée en fonction de la productivité totale des facteurs (PTF) potentielle, du stock de capital potentiel pleinement utilisé et de la main-d'œuvre potentielle.^a Alors que la PTF et l'emploi potentiels sont estimés à l'aide de régressions de panel, le stock de capital potentiel est basé sur des estimations prévisionnelles consensuelles.

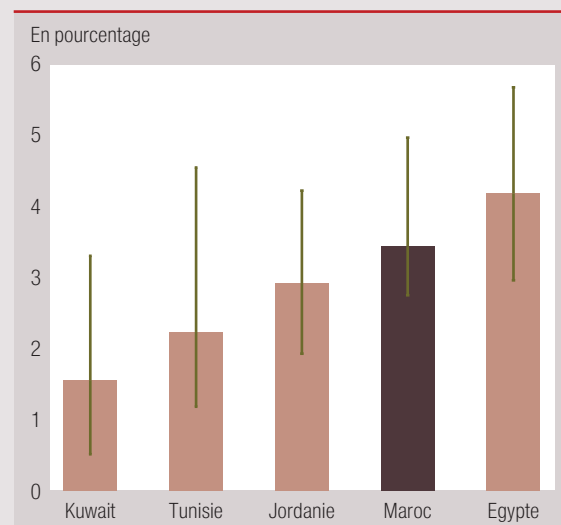
Selon ces estimations, la croissance potentielle du Maroc a baissé d'une moyenne de 4,8% entre 2000 et 2010 à 3,7% entre 2011 et 2021 (figure 22). Cette évolution est alignée sur la tendance globale observée dans les économies émergentes et en développement (MEED), dont 57% ont connu une baisse de leur croissance potentielle au cours de ces deux périodes. Cependant, la croissance potentielle récente du Maroc est inférieure à celle des MEED, qui est estimée à 4,9% en moyenne pour la période 2011–2021. En revanche, elle est supérieure à celle observée pour la plupart des pairs régionaux considérés dans cette analyse, à la seule exception de l'Égypte (figure 23). La croissance potentielle du Maroc devrait s'établir à 3,6 % en moyenne en 2022–2030, ce qui reste légèrement inférieur à la moyenne des EMDE, mais dépasse nettement la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (2,5 %).

FIGURE 22 • Contribution à la croissance potentielle



Source : Calcul Banque mondiale d'après Kose et Ohnsorge (2023).

FIGURE 23 • Comparaison avec les pays pairs (2011-21)



Source : Calcul Banque mondiale d'après Kose et Ohnsorge (2023).

^a L'offre potentielle de main-d'œuvre est estimée comme l'agrégat pondéré par la population des valeurs prédites des taux d'activité par âge et par sexe à partir de régressions sur les résultats des politiques et les caractéristiques des cohortes, les cycles économiques et les effets de pays.

TABLEAU 1 • Maroc, indicateurs économiques de 2019-2026

	Estimation				Projection			
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Économie réelle (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)								
PIB réel	2,9	-7,2	8,0	1,3	2,8	3,1	3,3	3,5
PIB agricole	-5,0	-8,1	19,5	-12,9	1,5	5,7	3,1	3,3
PIB non agricole	3,8	-7,1	6,7	3,1	2,6	2,8	3,1	3,4
Industrie	4,1	-5,2	7,1	-1,7	0,3	2,0	2,5	3,0
Services	3,9	-7,9	5,8	5,4	4,0	3,1	3,5	3,7
Consommation privée	2,2	-5,6	6,9	-0,7	1,0	2,1	2,7	3,4
Consommation publique	4,8	-0,6	7,2	3,3	3,4	3,6	3,3	3,0
Formation brute de capital fixe	1,7	-10,0	7,6	-2,2	1,6	2,0	2,4	3,2
Exportations des biens et services	5,1	-15,0	7,9	20,4	10,8	6,9	10,9	12,9
Importations des biens et services	2,1	-11,9	10,4	9,0	6,4	4,8	8,4	9,5
Taux de chômage (définition de OIT, en pourcentage)	9,2	11,9	12,3	11,8	...	...	...	...
Inflation (IPC moyen, en pourcentage)	0,2	0,7	1,4	6,6	6,2	3,8	2,8	2,0
Comptes budgétaires (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
Dépenses	27,4	34,1	31,3	32,2	32,2	31,5	30,6	30,4
Recettes, y compris tous les dons	23,8	27,0	25,3	27,0	27,6	27,4	27,0	27,1
Solde budgétaire	-3,6	-7,1	-6,0	-5,2	-4,6	-4,1	-3,6	-3,3
Dette Du trésor	60,3	72,2	69,5	71,6	70,3	69,7	69,3	69,1
Sélection de comptes monétaires (variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)								
Monnaie (M3)	3,8	8,36	5,1	8,4	...	...	...	...
Taux directeur	2,3	1,5	1,5	2,5	...	...	...	...
Balance des paiements (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
Balance du compte courant	-3,4	-1,2	-2,3	-3,5	-1,8	-2,5	-2,2	-2,0
Importations des biens et services	42,0	38,1	42,5	56,3	51,9	51,5	50,5	49,1
Exportations des biens et services	34,2	30,8	33,2	44,8	42,3	41,4	40,7	42,3
Investissement direct net	0,6	0,8	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,5
Avoirs officiels de réserves (en milliards de dollars, fin de période)	26,4	36,0	35,6	32,3	35,6	36,5	37,7	39,3
En mois d'importations	6,9	7,1	5,3	5,3	5,5	5,6	5,7	6,0
Taux de change nominal (moyenne de la période)	9,6	9,5	9,0	10,2	...	...	...	...
Autres indicateurs								
PIB nominal (en milliards de dirhams)	1 240	1 152	1 275	1 330	1 452	1 554	1 650	1 747

Source : Estimations et prévisions de la Banque mondiale ; et les données récentes du MEF et de BAM.

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES ET DÉVELOPPEMENT

L'*expérience internationale confirme les impacts positifs que la participation des femmes au marché du travail peut avoir sur la croissance économique et le développement à long terme. Dans ce contexte, la faiblesse et le repli du taux de participation des femmes au marché du travail (PFMT) du Maroc constitue un potentiel majeur inexploité de dynamisme économique et social. Ce chapitre spécial analyse les causes des taux élevés d'inactivité féminine au Maroc dans une perspective comparative. Il présente également quelques simulations illustrant les impacts majeurs que l'augmentation du PFMT pourrait avoir sur l'économie. Enfin, il aborde certaines mesures et réformes qui pourraient contribuer à l'autonomisation économique des femmes marocaines.*

Expériences internationales

Les expériences internationales montrent que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes peuvent aboutir à un développement socio-économique global à long terme. L'égalité des genres n'est pas seulement une question de justice sociale ou de droits humains, mais aussi un moteur essentiel du développement économique et

social. Lorsqu'il s'agit d'autonomisation économique, la raison est intuitive : l'exclusion des femmes de la population active implique que l'économie n'utilise pas pleinement le stock de talents existant, une ressource inexploitée qui entrave la productivité et la croissance potentielle, en particulier lorsque la qualité de la main-d'œuvre féminine augmente avec l'éducation. La discrimination sur le marché du travail, l'accès difficile au capital humain et les normes sociales patriarcales se traduisent par une mauvaise répartition des talents innés des femmes entre les professions, car elles ne réalisent pas leur avantage comparatif (Hsiesh et al., 2019). Lorsqu'une mauvaise allocation a un impact sur le talent entrepreneurial et l'accumulation du capital humain féminin, elle peut également avoir un impact négatif sur l'adoption de technologies et l'innovation (Esteve-Volart, 2009). Par exemple, on estime que l'intégration progressive des femmes et des hommes Afro-Américains a contribué à hauteur de 20 à 40 % à la croissance de la production marchande globale par personne entre 1960 et 2010 aux États-Unis.

De plus, lorsque les femmes sont économiquement autonomes, leurs enfants sont en meilleure santé et mieux éduqués. Cet effet d'entraînement augmente les chances des enfants de trouver un emploi et d'être productifs à l'âge

adulte, contribuant ainsi à accroître le bien-être de leurs familles et de l'économie dans son ensemble (Banque mondiale 2012 ; Duflo, 2012 ; FMI 2013 ; Heintz 2006 ; Galor et Weil, 1993).

Malgré ces preuves irréfutables, les femmes restent dans une position désavantagée sur le marché du travail, en particulier dans la région MENA. La différence entre les revenus totaux attendus des hommes et des femmes au cours de leur vie s'élève toujours à 172 300 milliards de dollars américains à l'échelle mondiale, soit deux fois le PIB mondial (Wodon et al., 2020). Les disparités entre les sexes en matière d'emploi, et en particulier dans l'entrepreneuriat, entraînent une perte de revenu moyenne de 15 % dans la zone OCDE et de 27 % dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) (Coubière, 2016). Dans la région MENA, les femmes ne génèrent que 18% du PIB (moyenne mondiale 37 %) et l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail au même niveau des hommes pourrait augmenter directement le PIB de 47% (McKinsey Global Institute, 2015). Dans les pays du Maghreb tel que le Maroc, la Tunisie et l'Algérie, moins de trois femmes sur dix travaillent, ce qui est à peine plus élevé que la moyenne de la région MENA de 19 % et moins de la moitié du niveau des pays à revenu faible ou intermédiaire.

La théorie en forme de U de Claudia Goldin, lauréate du prix Nobel 2023, sur la relation entre le PFMT et le développement économique ne semble pas s'appliquer pour la région MENA, où la participation devrait être plus élevée et déjà en augmentation. Selon cette théorie, les femmes participent pleinement à l'activité économique dans les premiers stades de développement, en effectuant un travail non rémunéré dans les fermes et les entreprises familiales. Cependant, avec le développement, elles ont tendance à se retirer du marché du travail à mesure que les emplois migrent vers les industries et les villes. Les explications plausibles du déclin de la participation des femmes incluent le fait que les ménages dépendent progressivement de moins de deux revenus, ainsi que la stigmatisation du phénomène des femmes engagées dans des activités manufacturières dans les usines (Caraway, 2007). En conséquence, les pays ont tendance à connaître une

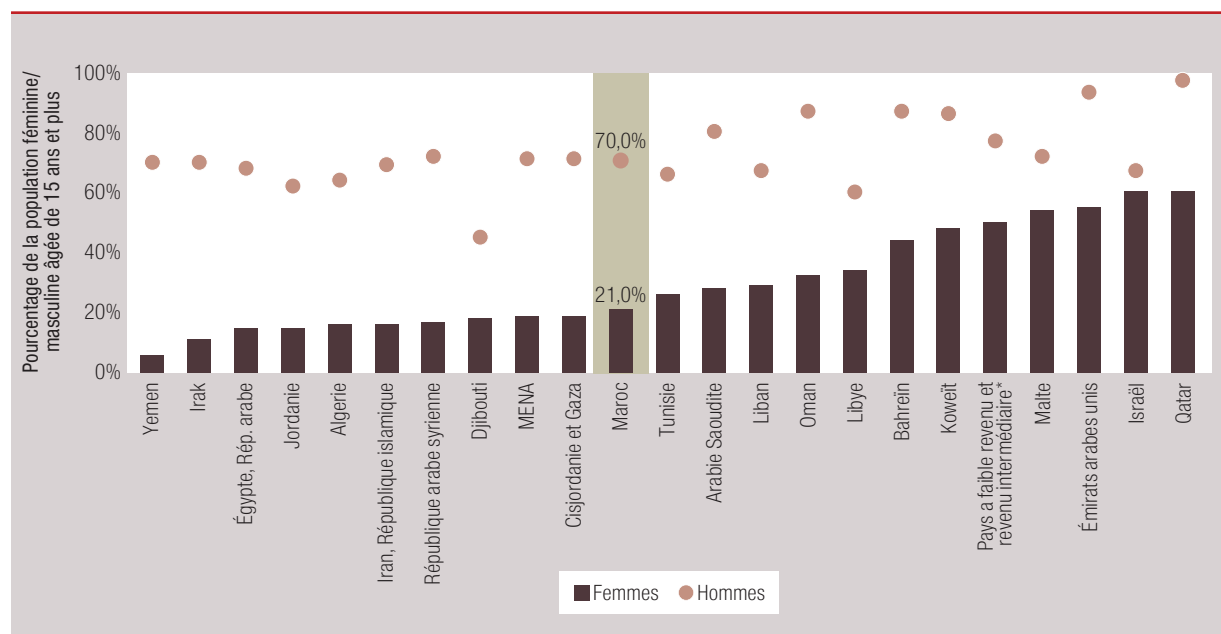
réduction de leur taux de PFMT à mesure qu'ils se développent économiquement, suivie d'une reprise (Goldin, 1995). Cependant, la théorie ne décrit pas bien la région MENA, où les niveaux de revenus actuels devraient correspondre à une PFMT plus élevée et croissante, surtout lorsque le niveau d'éducation est pris en compte (Verme, 2015 ; Gaddis et Klasen, 2014 ; et Klasen, 2019). Les explications proposées concernent le rôle des normes sociales, affectant la manière dont les ménages allouent du temps à différentes tâches et déterminant la sortie des femmes du marché du travail à l'âge du mariage, ainsi que l'expansion limitée dans les secteurs que nous avons révélés être essentiels pour développer l'emploi féminin tels que l'industrie manufacturière et les services.

Participation des femmes au marché du travail au Maroc

Malgré le progrès économique et social du pays, le PFMT au Maroc a diminué au cours des deux dernières décennies et se situe désormais parmi les plus faibles au monde. Selon les chiffres officiels, la participation des femmes au marché du travail est passée de 30,4 % en 1999 à 19,8 % en 2022, soit une baisse de près de 11 points de pourcentage (HCP). L'écart entre la participation des hommes et des femmes est resté important et constant, oscillant autour de 50 points de pourcentage. Ces résultats contrastent avec les tendances observées dans d'autres indicateurs généralement associés à des taux de PFMT plus élevés. Notamment, malgré la croissance économique récente, la baisse des taux de fécondité et l'augmentation du niveau d'éducation des femmes (comme le montre la figure 25), le faible niveau et le déclin du PFMT persistent. Des taux aussi bas placent le Maroc au bas de la répartition mondiale : au 142^{ème} rang sur 146 pays dans le sous-indice de participation et d'opportunités économiques de l'écart entre les genres d'accord au récent classement international du Forum Economique Mondial.

La dynamique globale des marchés du travail ne peut pas expliquer entièrement le niveau structurellement faible du PFMT, ce qui suggère que des contraintes spécifiques sont en jeu.

FIGURE 24 • Taux de participation dans la région MENA



Source : Organisation internationale du Travail. Consulté le 25 avril 2023.

Comme le montre la figure 26, le repli du PFMT au Maroc entre 2001 et 2018 est principalement imputable à une baisse de l'emploi agricole, non compensée par la création d'emplois dans le secteur manufacturier et les services urbains. Même si la création nette d'emplois urbains a été positive sur la période, elle n'a pas suffi à absorber ces pertes et l'augmentation de la main-d'œuvre (Lopez-Acevedo et al., 2021). Cependant, sur le nombre total d'emplois créés au cours de la période, seuls 5,8 % étaient des femmes, et sur environ 13 millions de femmes en âge de travailler, seules 2,5 millions travaillaient en 2018, dont 1,5 million étaient rémunérées. Ces chiffres suggèrent que des contraintes supplémentaires empêchent les femmes d'accéder aux quelques opportunités économiques existantes.

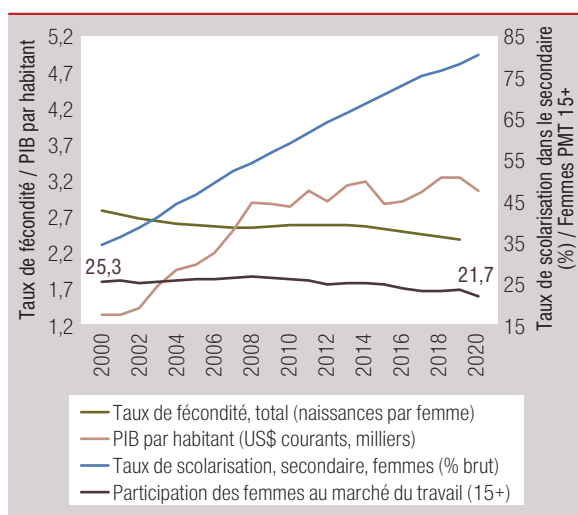
Les données de l'Observatoire Marocain de la TPME montrent qu'en 2022 les femmes ne représentaient qu'un tiers de l'emploi total du secteur privé formel, avec une ségrégation sectorielle très marquée. Environ 50 % de l'emploi formel féminin total est concentré dans l'agriculture, l'industrie manufacturière et la vente au détail. Dans ces secteurs, l'écart salarial est particulièrement important, avec 63% des femmes opérant dans la tranche sala-

riale la plus basse (moins de 2.800 DH), contre 43% des hommes.¹⁶ En revanche, il existe une surreprésentation des femmes dans les secteurs de l'éducation et de la santé et de l'action sociale (respectivement 70% et 71% de l'emploi formel total), alors qu'elles occupent une place relativement bonne dans le secteur manufacturier (45%). Augmenter les opportunités dans ces secteurs où la proportion de femmes est déjà élevée, en évitant la discrimination dans l'évolution de carrière et les salaires, pourrait être bénéfique. Toutefois, si l'emploi féminin dans les deux premiers secteurs a augmenté parallèlement à l'évolution de la valeur ajoutée (VA) sectorielle, ce n'est pas le cas dans l'industrie manufacturière, où la VA a augmenté d'un tiers entre 2007 et 2018, mais la part de l'emploi féminin a diminué de 7 points de pourcentage, selon le HCP.

Au Maroc, les contraintes diffèrent en nature et en intensité selon les caractéristiques des femmes tout au long de leur cycle de vie. L'existence, l'intensité et la persistance des écarts entre les genres en matière de résultats, y compris la participation au

¹⁶ Il est important de noter que les informations sur l'expérience et le niveau d'éducation ne sont pas disponibles pour contrôler ces aspects lors de l'évaluation de l'écart salarial.

FIGURE 25 • Indicateurs macro et socio-économiques

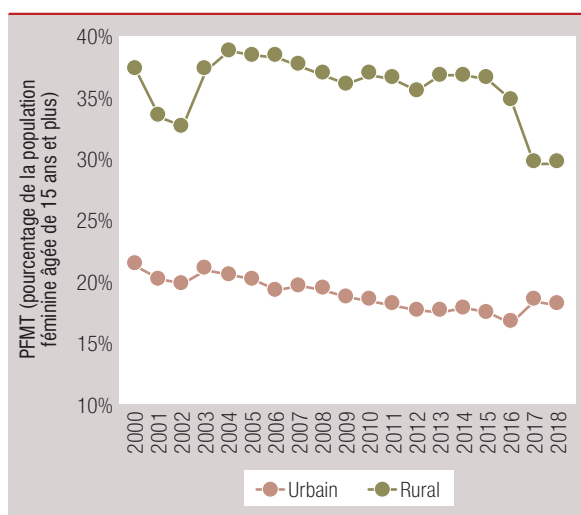


Source : WDI et Lopez-Acevedo, G., Betcherman, G., Khellaf, A. et Molini, V. (2021).

marché du travail, sont déterminées par les interactions de plusieurs facteurs spécifiques à chaque pays, notamment les marchés, le cadres légal, les normes sociales et les préférences des ménages (Banque Mondiale, 2012). De telles interactions affectent les femmes différemment, en fonction de leur niveau d'éducation, de leurs ressources, du contexte dans lequel elles évoluent et des moments spécifiques de leur vie. Le Maroc ne fait pas exception : les femmes instruites des zones urbaines sont soumises à des contraintes différentes de celles des zones rurales, alors qu'elles semblent toutes pénalisées, à des degrés divers, par le mariage, la maternité et le nombre de personnes à charge dans le ménage (Banque Mondiale, 2023).

Les femmes ayant des niveaux d'éducation plus élevés sont plus susceptibles d'être actives et employées, mais ne parviennent pas à surmonter les contraintes spécifiques au genre qui empêchent leur transition et leur permanence sur le marché du travail. Contrairement aux hommes, les femmes ayant fait des études secondaires ou supérieures présentent une probabilité plus élevée d'être actives (34 % pour les études secondaires, 64 % pour les études supérieures) ainsi que des taux d'emploi plus élevés (voir l'analyse de régression en annexe 1). Cependant, leur participation a considérablement diminué (-11 pp), contribuant à une augmentation de 27 % du nombre de femmes inactives instruites depuis 2000 et représentant une

FIGURE 26 • PFMT par milieu de résidence (2001-2018)



Source : WDI et Lopez-Acevedo, G., Betcherman, G., Khellaf, A. et Molini, V. (2021).

part de plus en plus importante. Les femmes instruites ont également un taux d'activité nettement inférieur à celui des hommes (-22 pp) et des taux de chômage plus élevés (+16 pp), malgré la réduction de l'écart d'éducation. Même si l'inadéquation des compétences ne semble pas être un problème spécifique au genre (Betcherman et al, 2022), la ségrégation sectorielle, les conditions de travail non favorables au genre et la faible rémunération représentent des contraintes importantes pour les femmes instruites qui souhaitent faire la transition vers l'emploi et saisir les opportunités existantes pour les travailleurs qualifiés de niveau intermédiaire.

Les femmes rurales sont plus susceptibles de travailler, mais elles évoluent dans des contextes plus traditionnels et sont moins connectées aux opportunités en dehors du ménage. Elles sont principalement employées dans des activités agricoles au sein de l'élevage familial (92 % d'entre elles). Moins instruites que les femmes en âge de travailler dans les zones urbaines, elles travaillent principalement dans des activités familiales informelles et non rémunérées (71 %). Les normes sociales traditionnelles sont plus répandues et plus strictes dans les zones rurales, affectant la capacité des femmes à rechercher des opportunités économiques en dehors du foyer ou à accéder aux ressources productives pour des investissements personnels. De telles normes valorisent davantage le rôle des femmes en tant qu'épouses et mères,

plutôt que celui d'agents économiques. Les contraintes structurelles exacerbent ces normes, notamment une offre limitée de transports publics sûrs dans les zones rurales, la faible inclusion financière et l'accès limité aux technologies numériques, et les compétences n'aident pas à contourner les contraintes existantes.

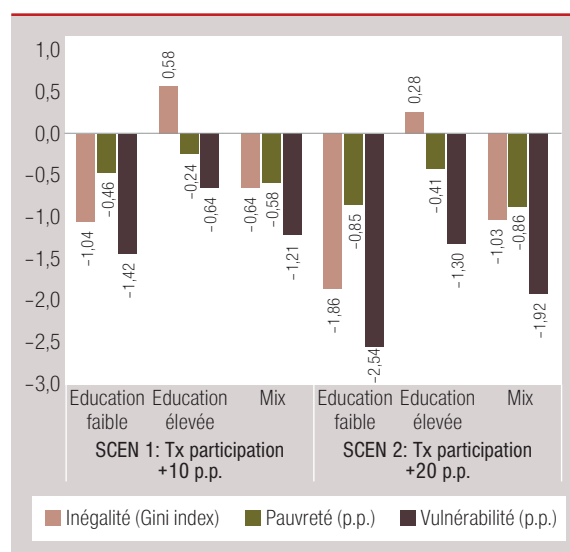
Dans les zones urbaines, les femmes occupent généralement des emplois de meilleure qualité, mais travaillent relativement moins. Les femmes urbaines sont plus susceptibles d'occuper un emploi salarié formel (82 % en milieu urbain contre 9 % en milieu rural) dans le secteur des services (30 % de l'emploi féminin total) ou dans les administrations publiques (24 % en milieu urbain contre 11 % en milieu rural), bénéficiant ainsi de plus de contrats stables et de meilleures conditions. Cependant, l'activité des femmes urbaines peu instruites est la plus faible, se limitant principalement à des services à faible valeur ajoutée, notamment l'éducation, les activités de garde et les services aux ménages. Le travail en dehors du foyer, plus courant et nécessaire en milieu urbain, s'accompagne d'un ensemble différent de contraintes, exacerbées par les normes sociales existantes : généralement, un harcèlement omniprésent dans les espaces publics et des conditions de travail non respectueuses du genre (y compris des horaires de travail adaptés, un environnement sûr et un salaire adéquat), découragent fortement la participation des femmes. Il est important de noter que le manque de services de garde d'enfants constitue une contrainte majeure pour les femmes en milieu urbain, qui n'ont souvent pas les moyens de s'offrir des services de garde d'enfants privés. Les femmes mariées en milieu urbain ont une probabilité de participation de -35 % à celle de leurs pairs célibataires et de -23 % que les femmes divorcées ou veuves, ce qui s'amplifie avec les enfants d'âge préscolaire et les personnes âgées à charge (Annexe 1).

Les dividendes économiques potentiels de l'augmentation du PFMT au Maroc

L'augmentation de la PFMT pourrait aider à inverser le repli de la croissance potentielle au Maroc. L'approche de la fonction de production appliquée dans l'encadré 5 est utilisée pour simuler

les impacts potentiels de l'accélération de l'inclusion des femmes marocaines sur les marchés du travail. Deux simulations sont réalisées. Le premier scénario est conservateur et suppose que le taux PFMT augmente linéairement de 20% en 2022 à 25% en 2026. Le second est plus ambitieux et suppose que le taux PFMT atteigne l'objectif à long terme du NDM (45% en 2035). L'impact des deux scénarios est significatif, augmentant la croissance potentielle de 0,3 et 0,8 points de pourcentage respectivement.¹⁷ Il s'agit

FIGURE 27 • L'effet d'une augmentation de l'emploi des femmes (de 10 pp - Scénario 1 ; et de 20 pp - Scénario 2) sur les inégalités, la pauvreté et la vulnérabilité ; changement en points de pourcentage (pp)



Source : Calculs de la Banque Mondiale basés sur l'Enquête HCP sur le budget des ménages 2013-14 (HBS, 2013-14).

Remarque : La répartition du revenu disponible (consommation) des ménages est augmentée à partir de l'année d'enquête (2013-2014) jusqu'en 2019 en tenant compte des taux de croissance par quintile de 2013 à 2019. Les pondérations de la population sont mises à jour pour l'année politique en utilisant la croissance de 12 groupes d'âge, taux par zone (rurale et urbaine). Les inégalités sont mesurées par le coefficient de Gini ; Les privilèges nationaux officiels en matière de pauvreté et de vulnérabilité ont été mis à jour à partir de 2013 à l'aide de l'IPC. Les nouveaux travailleurs ont été sélectionnés au hasard parmi les inactifs et les chômeurs, en fonction de leur niveau d'éducation : des compétences faibles équivalent à aucune éducation et des compétences primaires et élevées équivalent à une éducation secondaire ou supérieure. Les augmentations du PFMT ont été simulées par Les salaires sont approximés à l'aide des données officielles sur le salaire minimum (SMIG) de la CNSS : les travailleurs peu qualifiés se sont vu attribuer 60 % du SMIG, les travailleurs hautement qualifiés se sont vu attribuer 140 % du SMIG.

¹⁷ D'autres estimations vont dans la même direction : augmenter le FLFP pour qu'il soit égal au taux de participation des hommes pourrait entraîner une augmentation de 39 % du PIB moyen par habitant (Banque mondiale, 2023).

uniquement de l'effet direct — des effets d'entraînement (c'est-à-dire un investissement plus élevé dans le capital humain) s'ajouteraient à cela.¹⁸ Des estimations macroéconomiques récemment produites par le gouvernement du Maroc (Bargain et Lo Bue 2021), basées sur un panel de pays et prenant en compte l'effet de l'augmentation des investissements dans le capital humain, concluent que le PIB par habitant augmenterait de 39,8 % au Maroc si les écarts d'emploi étaient complètement éliminés.

L'autonomisation économique des femmes peut également aider le Maroc à réduire la pauvreté et les inégalités. Les calculs de la Banque Mondiale montrent qu'une augmentation de l'emploi des femmes parmi les travailleurs peu qualifiés peut réduire les inégalités de 1 à 2 points de Gini (figure 27). Cela se produirait en augmentant le revenu disponible des ménages concentrés au niveau de la tranche inférieure de la distribution des revenus. Étant donné que la plupart des inactifs sont des femmes peu qualifiées, une augmentation aléatoire de la participation de la population féminine réduirait également les inégalités. Des impacts similaires sont probables pour la vulnérabilité.

Politiques pour l'autonomisation économique des femmes

Témoignant de son engagement à améliorer l'inclusion économique des femmes, le Maroc a mis en œuvre plusieurs réformes importantes, notamment en ce qui concerne son cadre légal. Le Gouvernement a mis en œuvre deux plans nationaux de promotion de l'égalité des genres en 2012–2016 et 2017–2021, dans le but de lutter contre les inégalités entre les genres dans plusieurs domaines clés, notamment l'éducation et l'accès aux services de base, l'autonomisation économique, la violence basée sur le genre (VBG), et les femmes occupant des postes de direction et le leadership dans les secteurs public et privé. En conséquence, la parité entre les genres a été atteinte dans l'éducation, plusieurs programmes visant à accroître l'entrepreneuriat féminin ont été mis en œuvre et des réformes légales significatives ont été entreprises.¹⁹ Le Maroc a été l'un des pionniers au monde à mettre en œuvre une budgétisation sensible au genre. Depuis la réforme de la Loi

Organique de Finances en 2015, la dimension genre est rationalisée dans la programmation et la budgétisation ministérielles, avec pour objectif de renforcer le contrôle et la coordination de l'action gouvernementale en faveur de l'égalité femmes-hommes. Reflétant ces progrès, le Maroc a obtenu un score de 75,6 sur 100 dans l'indice Women Business and the Law de la Banque mondiale (2022), considérablement supérieur à la moyenne MENA de 51,5. Récemment, SM le Roi a demandé au Chef du Gouvernement, dans le cadre de son discours de juillet 2022, de proposer des réformes du Code de la famille (la Moudawana), qui contient actuellement des articles concernant le statut et les droits des femmes divorcées, ainsi que des lois sur l'héritage discriminatoires selon le genre, toutes deux considérées comme des obstacles à l'autonomisation économique des femmes. Bien qu'il soit trop tôt pour connaître les composantes spécifiques de la réforme, cela donne une indication claire sur la feuille de route dans laquelle le Maroc s'engage.

Pour atteindre les objectifs ambitieux fixés par le nouveau modèle de développement, un changement de paradigme s'impose. Les mesures prioritaires énoncées dans ce plan de développement s'articulent autour de trois piliers : remédier aux contraintes sociales qui limitent la capacité des femmes à participer activement à l'économie ; renforcer les dispositions en matière d'éducation, de formation, de placement, de mentorat et d'inclusion financière des femmes ; et inculquer la valeur de l'égalité des genres tout en insistant sur la tolé-

¹⁸ Plusieurs autres types d'exercices obtiennent des résultats du même ordre de grandeur. Les estimations de la Banque Mondiale sur différentes définitions des indicateurs GEGI suggèrent que le PIB par habitant à long terme augmenterait de 38 % si l'écart d'emploi était éliminé (Banque mondiale 2023).

¹⁹ Comme la réforme de la Constitution en 2011 affirmant l'égalité des genres, la réforme de la Moudawana en 2004 (le Code de la famille), la réforme du Code du travail et l'adoption de la loi n° 103.13 en 2018, destinée à lutter contre les VBG selon quatre dimensions légales clés : prévention, protection, justice et soutien. En 2021, le Maroc a adopté une nouvelle loi établissant un quota de genre de 40% dans les conseils d'administration ou les conseils de surveillance des sociétés anonymes (EPA) dans les six ans suivant son adoption.

rance zéro à l'égard de la discrimination et de la violence fondées sur le genre. Pour atteindre son objectif ambitieux, le Maroc devra renforcer le cadre institutionnel des actions en faveur du genre, y compris un leadership fort capable de coordonner un plan multi-

sectoriel d'actions prioritaires avec les engagements budgétaires associés, et un cadre de suivi et d'évaluation pour communiquer sur les progrès et tirer des enseignements de ce qui a fonctionné (et ce qui n'a pas fonctionné).

ENCADRÉ 6 : PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHÉ DU TRAVAIL EN ARABIE SAOUDITE

Depuis 2016, l'Arabie Saoudite a connu une augmentation extraordinaire de la participation des femmes au marché du travail. Cette transformation remarquable représente un changement historique pour le pays, survenant dans un laps de temps exceptionnellement court. La plus forte augmentation a commencé en 2017, avec une nette accélération en 2020, lorsque le PFMT est passé de 24,6 à 29,5 % en un an seulement. Il est essentiel de reconnaître que l'Arabie saoudite s'est lancée dans cette aventure à partir d'un point de départ historiquement bas en termes de participation des femmes au marché du travail, se classant parmi les plus faibles au monde, tout en étant confrontée à d'importants obstacles politiques à l'emploi des femmes. Les Saoudiennes ont rapidement obtenu des opportunités d'emploi, constituant désormais 38% de la main-d'œuvre totale du secteur privé du pays.

La rapidité du changement est due au démantèlement progressif des contraintes existantes, notamment la suppression des obstacles juridiques et la création de nouvelles opportunités économiques pour les femmes. Plutôt qu'une cause unique, cette réussite trouve ses racines dans un ensemble de changements multisectoriels, énergiquement déclenchés par le gouvernement de manière coordonnée. Il s'agit notamment d'un nombre important de réformes du cadre légal à partir de 2015, avec plusieurs réformes clés concentrées entre 2019 et 2020 qui vont de permettre aux femmes d'exercer un emploi dans toutes les professions et tous les horaires de travail, en leur accordant le droit de conduire, en améliorant les dispositions relatives au congé de maternité, jusqu'à éliminer la ségrégation du genre sur le lieu de travail. Il est important de noter qu'une refonte de nombreux programmes gouvernementaux et la création de nouveaux programmes axés sur l'emploi des femmes ont suivi le lancement de Vision 2030, comblant les lacunes, notamment en matière d'accès aux services de garde d'enfants, aux transports, aux options de travail flexibles et au développement des compétences, et offrant aux femmes des opportunités concrètes à saisir, dans un environnement soudainement plus favorable au genre.

Il est important de noter qu'une combinaison de facteurs a contribué à générer un choc sans précédent sur la demande de main-d'œuvre, en partie déclenché par la pandémie de COVID. Depuis l'introduction de Saudi Vision 2030, le gouvernement saoudien s'est engagé à moderniser et à diversifier l'économie. Les réformes mises en œuvre dans ce cadre ont conduit à une expansion du secteur privé non pétrolier. Parallèlement, le processus de Saoudisation, né en 1985, s'est accéléré en 2017 avec l'obligation d'avoir 100 % de Saoudiens dans certains secteurs, dont plusieurs branches du sous-secteur du commerce de détail. Cette dynamique, associée aux nouvelles opportunités d'emploi, a entraîné une augmentation de 87 % du nombre de femmes saoudiennes qui travaillent entre début 2017 et mi-2023. Enfin et surtout, la pandémie de COVID s'est avérée être un catalyseur de changement, car elle a généré de graves pénuries de main-d'œuvre en raison du départ soudain des travailleurs expatriés au début de la pandémie, suivi d'une réouverture rapide de l'économie six mois plus tard. À mesure que les Saoudiennes ont commencé à entrer sur le marché du travail et dans des secteurs dominés par les expatriés, tels que les transports, l'hébergement, la restauration et l'industrie manufacturière, la mentalité sociétale au sens large s'est rapidement alignée sur cette nouvelle réalité, amplifiant ainsi l'emploi des Saoudiennes. De tels chocs du côté de la demande ne sont pas propres à l'Arabie Saoudite et ont été très efficaces dans le passé pour amener les femmes sur le marché du travail dans d'autres pays et régions du monde.

Enfin, les normes sociales concernant le travail des femmes étaient mûres pour un changement rapide. Des recherches récentes ont révélé que les normes sociales dominantes concernant l'emploi des femmes étaient prêtes à être transformées. Les faits montrent que de nombreux Saoudiens, hommes et femmes, étaient ouverts à l'idée que les femmes travaillent, même s'ils pensaient que d'autres avaient des opinions plus conservatrices sur la question. Essentiellement, leurs hypothèses sur ce que pensaient les autres étaient erronées. Dans un tel scénario, lorsque les attitudes réelles des gens deviennent claires, les normes sociales peuvent changer rapidement.

Quels enseignements peut-on tirer de l'expérience Saoudienne pour le Maroc ? Malgré les différences importantes qui caractérisent les deux pays, notamment en termes de structure économique, de conditions du marché du travail, ainsi que de gouvernance et d'institutions, quelques leçons peuvent être tirées. Premièrement, le rôle de la politique est crucial. La suppression des barrières légales, la mise en œuvre de protections sur le lieu de travail, la mise en place de systèmes de soutien familial tels que le congé parental et la garde d'enfants, ainsi que des modalités de travail flexibles et d'autres programmes tels que l'aide au transport, sont essentielles pour permettre une participation significative des femmes au marché du travail, en particulier pour le travail salarié dans le secteur privé. Deuxièmement, il est essentiel de diffuser des informations largement diffusées et visibles sur l'évolution du rôle des femmes sur le marché du travail. Dans de nombreux cas, l'acceptation sociétale peut avoir existé mais n'a pas été exprimée. La promotion de la valeur de la participation des femmes au marché du travail peut servir de catalyseur à des changements positifs dans les attitudes sociétales, facilitant ainsi davantage

(suite à la page suivante)

ENCADRÉ 6 : PARTICIPATION DES FEMMES AU MARCHÉ DU TRAVAIL EN ARABIE SAOUDITE (suite)

l'intégration des femmes dans la population active. Troisièmement, dans le cas de l'Arabie Saoudite, un choc positif sur la demande de main-d'œuvre a contribué à diffuser l'information selon laquelle les normes sociales concernant le travail des femmes ont changé, en plus de générer de réelles opportunités pour les femmes. Même si les conditions du marché du travail sont profondément différentes au Maroc, où les pénuries de main-d'œuvre ainsi que la présence de travailleurs étrangers ne posent généralement pas de problèmes, ce point renvoie à la nécessité de libérer la création d'emplois tirée par le secteur privé et de faciliter l'accès des femmes aux emplois existants et nouvelles opportunités.

Les contraintes à la fois contextuelles et transversales devront être abordées. Dans les zones rurales, où les femmes ont de graves problèmes de mobilité et sont principalement engagées dans des activités productives au sein des ménages, l'inclusion financière pourrait jouer un rôle important pour faciliter l'accès et la gestion des ressources, tandis que les technologies numériques pourraient être exploitées pour accroître la productivité et accéder aux marchés. Dans les zones urbaines, où le travail salarié est plus répandu, il sera essentiel de s'attaquer aux conditions de travail favorables au genre, notamment en réduisant la discrimination en examinant les processus des ressources humaines, les normes du code du travail et les incitations fiscales. Les questions transversales, en revanche, comprennent l'offre d'opportunités économiques, l'amélioration de l'environnement permettant aux femmes de saisir ces opportunités, notamment via de nouvelles réformes juridiques, la fourniture d'options de garde d'enfants acceptables et abordables et le changement des normes sociales traditionnelles.

Le Maroc doit créer davantage d'emplois pour pouvoir absorber les femmes inactives et les nouveaux arrivants sur le marché du travail. La création insuffisante d'emplois constitue un obstacle important à l'augmentation du PFMT, même si ce n'est pas le seul. Entre 2000 et 2019, la population en âge de travailler a augmenté en moyenne d'environ 374 000 personnes par an, tandis que l'économie a créé en moyenne 112 000 emplois supplémentaires par an, ce qui a entraîné une pénurie d'emplois importante et croissante. La croissance du Maroc a eu une faible capacité à créer des emplois par rapport à de nombreux autres pays, et cette intensité d'emploi de la croissance a ralenti après la crise financière de 2008. Le manque de contestabilité et le rôle

important des entreprises publiques ont été identifiés comme des obstacles majeurs à l'entrée, à la croissance et à la création d'emplois des entreprises privées (Asif et al., 2022).

Malgré les réformes récentes, le cadre légal marocain a encore besoin d'être modifié tant sur le plan du contenu que de l'application. Les réformes légales peuvent conduire à la hausse de la PFMT, à un plus grand nombre de personnes quittant l'emploi agricole et à un taux plus élevé de femmes occupant un emploi salarié (Hallward-Driemeier et al, 2013 ; Adnane 2021). L'égalité des femmes dans la loi facilite également la convergence des revenus entre les pays au fil du temps (FMI, 2022). Au Maroc, la discrimination normative explicite et implicite à l'égard des femmes persiste dans plusieurs codes juridiques et doit être progressivement combattue. Il est important de noter que le manque d'impact des réformes récentes a été attribué aussi à des défauts dans leur mise en œuvre et à l'accès limité des femmes au système judiciaire. Le manque d'informations et de connaissances sur les droits existants constitue un problème, en particulier dans les zones rurales (Banque Mondiale, 2023).

Pour renforcer l'offre de main-d'œuvre féminine, il sera essentiel de fournir des services de garde d'enfants de qualité, abordables et socialement acceptables. De plus en plus d'expériences mondiales confirment les avantages de l'offre de garde d'enfants (en particulier les interventions en garderie et en maternelle) sur les PFMT, principalement parce que les femmes, qui supportent de manière disproportionnée la charge de garde au sein des ménages, peuvent libérer une partie de leur temps pour la consacrer à des activités productives (Evans, Jakiela et Knauer, 2021). En outre, le développement de l'offre de services de garde d'en-

fants génère également de nouveaux emplois et des opportunités d'entrepreneuriat, ce qui se traduit par des effets sur l'emploi à court terme qui sont supérieurs aux investissements correspondants dans des secteurs à moindre intensité de main-d'œuvre tels que la construction (qui présente l'élasticité emploi-croissance la plus élevée au Maroc). L'amélioration de l'accès aux services de garde d'enfants peut également soutenir le développement cognitif des enfants et leur préparation à l'école primaire, avec des implications à long terme sur la mobilité sociale et la productivité. Alors que l'école maternelle pour les enfants âgés de 4 à 6 ans a été rendue obligatoire au Maroc et s'est considérablement développée au cours des cinq dernières années, la plupart des services destinés aux enfants de 0 à 4 ans sont des garderies privées, géographiquement concentrés dans les zones urbaines et largement inabordables. Pour étendre le service, il sera important d'examiner la demande de services de garde d'enfants, qui est différente selon les zones urbaines et rurales et qui détermine son acceptabilité (en termes de qualité et de normes sociales), le rôle du secteur privé, notamment en tant qu'employeur, ainsi qu'un système d'incitations et d'assurance qualité pour soutenir la scolarisation à tous les niveaux de revenus.

Les normes sociales peuvent influencer la décision des femmes de travailler et/ou de poursuivre une carrière dans des secteurs et des professions particuliers, mais ces normes sont plus malléables qu'on ne le pense. Le modèle homme

soutien de la famille — femme au foyer, basé sur la conviction que les hommes sont censés subvenir aux besoins économiques du ménage tandis que les femmes sont censées porter et élever les enfants et prendre soin de la famille et du foyer, est répandu au Maroc, comme ailleurs dans la région MENA. Une étude récente montre qu'environ la moitié des personnes interrogées au Maroc sont toujours d'accord avec l'affirmation selon laquelle les femmes ne devraient pas travailler si le mari ou le père gagne un revenu suffisant pour couvrir les besoins du ménage (Sqalli et al., 2023). Cependant, les perceptions diffèrent selon le genre, puisque 72% des hommes marocains conviennent que « le rôle le plus important d'une femme est de prendre soin de la maison et de cuisiner pour la famille », contre 49% des femmes marocaines (Promundo et ONU Femmes, 2017). Surtout, le pays est en plein changement, comme en témoignent les activités dynamiques de plaidoyer de la société civile ou la position de plus en plus insistante de SM le Roi Mohamed VI. Une prochaine étude de la Banque Mondiale sur les « normes sociales et l'emploi des femmes » met en lumière les stéréotypes au sein du ménage, de la communauté et des écoles qui peuvent avoir un impact sur la participation des femmes au marché du travail. Elle comprendra des expériences qui testeront la mesure dans laquelle les changements de comportement se produisent, lorsque les perceptions de l'information et sur les opportunités économiques ou la correction des perceptions erronées sont accessibles (Bursztyn et Al. 2018).

ANNEXE 1 : DÉTERMINANTS DE LA PROBABILITÉ POUR LES FEMMES D'ÊTRE ACTIVES

The likelihood of women's (15–64) labor market participation is assessed considering individual traits (age, education, marital status), household features (size, child ages, elderly, head education, male wage-earner), and local labor market conditions (employment composition, residential area, regional effects). The model is estimated separately using census data for (i) 2004, (ii) 2014, (iii) 2014 urban, and (iv) 2014 rural. Findings show that higher education improves women's labor mar-

ket prospects, offset by marriage. Household duties, childcare, and elderly care limit activity when there are more young children or elderly members. Male wage-earner presence suppresses female participation, impacting need for female labor. Household head's education role is less clear over time. Local labor demand quality affects women's activity. More high-skilled employment at the provincial level increases female participation due to suitable job opportunities.

TABLEAU 2 • Résultats de l'estimation (effets marginaux moyens) : déterminants de la probabilité pour les femmes d'être actives (modèle probit)

Sample		2004	2014	2014 urban	2014 rural
Education (ref. less than primary)	Primary	0,0799***	0,0553***	0,0729***	0,0105**
	Secondary	0,253***	0,281***	0,249***	0,183***
	University	0,381***	0,531***	0,447***	0,354***
Marital status (ref. Single)	Married	-0,355***	-0,333***	-0,343***	-0,164***
	Divorced/Widowed	-0,129***	-0,0910***	-0,0829***	-0,0354***
Household characteristics	Household size	-0,000227	-0,00449***	-0,00701***	-0,00277***
	N of children in the HH (0-5)	-0,00678**	-0,0183***	-0,0350***	-0,00426**
	N of children in the HH (6-15)	0,00197	0,000409	-0,00612**	0,00471***
	N of elderly in the HH (65+)	-0,00397*	-0,0120***	-0,0180***	-0,00475*
	HH head education: primary	-0,0103*	-0,0168***	-0,0133***	-0,0257***
	HH head education: secondary	0,0160**	-0,00653*	-0,000601	-0,00752
	HH head education: university	0,0462***	-0,000328	0,00940	-0,00777
	Wageworkers in the HH	-0,0244***	-0,0178***	-0,00920**	-0,0195***
Structure of local employment Share of male workers 15-64 at the province level by type of job (ref. Low-skills blue collar)	High-skills blue collar	0,00394***	0,000521	-0,000511	0,0000644
	Low-skills white collar	-0,00198	-0,00122	-0,0000745	-0,00371*
	High-skills white collar	0,00880***	0,00629***	0,00446***	0,00797**
Area of residence (ref. Rural area)		0,0727***			
Region F.E.		Yes	Yes	Yes	Yes
Observations		440 729	997 437	612 226	385 211
Pseudo-R2		0,24	0,26	0,29	0,11

Données : Recensement, 2004, 2014 (IPUMS). Échantillon : femmes (15-64 ans) à l'exclusion des étudiantes.

Note : Valeurs p : * p<0,05 ** p<0,01 *** p<0,001. Erreurs standard regroupées au niveau de la province.

RÉFÉRENCES

- Acevedo et Al. 2021. Trends and Determinants of Female Labor Force Participation on Morocco: an initial Exploratory Analysis. IZA DP No.14218. March 2021.
- Adnane, 2021. Women's Economic Participation and Impact of regulatory Barriers. EFI Insight – Trade, Investment and Competitiveness. Washington, DC: World Bank.
- Asif et Al. 2022. Jobs Undone : Reshaping the Role of Governments toward Markets and Workers in the Middle East and North Africa. The World Bank, Washington DC. License : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.
- Bargain and Lo Bue, 2021. Coûts économiques des inégalités de genre dans le marché du travail au Maroc. Direction des Etudes et des Prévisions Financières.
- Bayram, Ciftci. 2021. "The effects of earthquakes on tourism: evidence from Turkey". Journal of Tourism, Leisure and Hospitality. 2021, 3(2): 84-94
- Betcherman et Al, 2022. Overcoming barriers to youth employment in Morocco: An in-depth diagnosis and the policy implications. Forthcoming.
- Cubieres, Teignier, 2016. Aggregate Costs of Gender Gaps in the Labor Market: A Quantitative Estimate. UB Economics Working Papers 2014/308.
- Duflo, E., 2012, "Women Empowerment and Economic Development," Journal of Economic Literature, Vol. 50, No. 4: pp. 1051-079.
- Esteve-Volart, B., 2009. _Gender Discrimination and Growth: Theory and Evidence from India._ Manuscript.
- Evans et Al. 2021. The Impact of early childhood interventions on mothers. Science 372, 794 (2021) DOI: 10.1126/science.abg0132.
- Gaddis, I and Klasen, S. (2013) Economic Development, Structural Change, and Women's labor force participation. J Popul Econ, doi:10.1007/s00148-013-0488-2.
- Galor and Weil, 1993. The gender Gap, Fertility, and Growth. NBER Working Paper #4550. November 1993.
- Goldin C. (1995) The U-Shaped Female Labor Force Function in Economic Development and Economic History.
- In: Schultz T.P. (ed) Investment in Women's Human Capital and Economic Development. University of Chicago Press; Chicago 1995. Pp. 61-90.
- Goldin, C., 1990. Understanding the Gender Gap: An Economic History of American Women, Cambridge University Press, Cambridge.
- Guanghua Chi, Han Fang, Sourav Chatterjee, Joshua E. Blumenstock. 2022. "Microestimates of

- wealth for all low- and middle-income countries". Proceedings of the National Academy of Sciences Jan 2022, 119 (3) e2113658119; DOI: 10.1073/pnas.2113658119.
- Hallward-Driemeier, M., & Gajigo, O. (2015). Strengthening economic rights and women's occupational choice: The impact of reforming Ethiopia's family law. *World Development*, 70, 260–273.
- Heintz, J., 2006, "Globalization, Economic Policy and Employment: Poverty and Gender Implications," International Labour Organization, Geneva.
- Hsieh et al. 2019 The Allocation of Talent and U.S. Economic Growth. *Econometrica*. Volume 87, Issue 5. September 2019.
- Huang, Li & Yin, Xin & Yang, Yang & Luo, Mingzhi & Huang, Songshan. (2020). "Blessing in disguise": The impact of the Wenchuan earthquake on inbound tourist arrivals in Sichuan, China. *Journal of Hospitality and Tourism Management*. 42. 58–66. 10.1016/j.jhtm.2019.11.011.
- International Monetary Fund, 2013. *Women, Work, and the Economy: Macroeconomic Gains From Gender Equity*. Washington DC.
- International Monetary Fund, 2021. *Legal Gender Equality as a Catalyst for Convergence*. IMF Working Papers.
- Klasen, 2019. *What Explains Uneven Female Labor Force Participation Levels and Trends in Developing Countries?* The World Bank Research Observer. Published by Oxford University Press on behalf of the International Bank for Reconstruction and Development / THE WORLD BANK.
- Kose, M. Ayhan (ed.); Ohnsorge, Franziska (ed.). 2023. *Falling Long-Term Growth Prospects: Trends, Expectations, and Policies*. © World Bank: Washington, DC. <http://hdl.handle.net/10986/39497> License: CC BY 3.0 IGO.
- McKinsey Global Institute, 2015. *The power of Parity: how Advancing Women's Equality can add \$12 Trillion to global growth*. McKinsey&Company.
- Min, Jihye & KC, Birendra & Kim, Seungman & Lee, Jaehoon. (2020). "The Impact of Disasters on a Heritage Tourist Destination: A Case Study of Nepal Earthquakes". *Sustainability*. 12. 6115. 10.3390/su12156115.
- Promundo and UNWomen, 2017. *Understanding Masculinity. International men and gender equality survive (images) — Middle East and North Africa*.
- Queyranne, M, D. Baksa, V. Bazinas, and A. Abdulkarim. 2021. "Morocco's Monetary Policy Transmission in the Wake of the COVID-19 Pandemic". IMF Working Paper WP/21/249.
- Rosselló, J, S. Becken, M. Santana-Gallego. 2020. "The effects of natural disasters on international tourism: a global analysis". *Tourism Management*, vol. 79, August 2020.
- Teri Caraway (2007) *Assembling Women: The Feminization of Global Manufacturing*. Ithaca: CornellUniversityPress. ISBN: 978-0-8014-7365-4.
- The World Bank, 2012. *Gender Equality and Development*, World Development Report. Washington DC.
- The World Bank, 2021. *Morocco Economic Monitor: Building Momentum for Reform*. Washington DC
- The World Bank, 2023. *Policy Note. Female labor Force Participation in Morocco: Constraints and Priority Actions*. The World Bank. Washington DC.
- The World Bank, 2023. *The Women Business and the Law Index for Morocco*. <https://wbl.worldbank.org/content/dam/documents/wbl/2022/snapshots/Morocco.pdf>.
- The World Bank 2013. *Opening Doors. Gender Equality and Development in the Middle East and North Africa*. MENA Development Report, World Bank, Washington DC.
- The World Bank. 2022. *Morocco Country Climate and Development Report*. CCDR Series. World Bank, Washington, DC. © World Bank Group.
- Verme, 2015. *Economic development and female labor participation in the Middle East and North Africa: a test of the U-shape hypothesis*, IZA Journal of Labor & Development (2015) 4:3 DOI 10.1186/s40175-014-0025-z.
- Wodon, Quentin ; Onagoruwa, Adenike; Malé, Chata; Montenegro, Claudio; Nguyen, Hoa; de la Brière, Bénédicte. 2020. *How Large Is the Gender Dividend? Measuring Selected Impacts and Costs of Gender Inequality*. The Cost of Gender Inequality Notes Series; © World Bank, Washington, DC. <http://hdl.handle.net/10986/33396> License: CC BY 3.0 IGO.

SÉLECTION DE PUBLICATIONS RÉCENTES DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE MAROC

Morocco Country Climate and Development Report	October 2022	CCDR
Trends and Determinants of Female Labor Force Participation in Morocco: An Initial Exploratory Analysis	March 2021	Policy Research Working Paper
Female Labor Force Participation in Morocco: Constraints and Policy Actions	November 2023	World Bank Report
Tracking Economic Activity in Response to the COVID-19 Crisis Using Nighttime Lights – The Case of Morocco	February 2021	Policy Research Working Paper
Morocco's Jobs Landscape	March 2021	Publication
Once NEET, Always NEET? A Synthetic Panel Approach to Analyze the Moroccan Labor Market	May 2020	Policy Research Working Paper
Morocco Economic Update – Spring 2020	April 2020	Brief
Water Scarcity in Morocco: Analysis of Key Water Challenges	Jan. 2020	Report
Morocco – Supporting the Design of Performance-Based Contracts to Improve Results in Education	Dec. 2019	Brief
Polarization and Its Discontents: Morocco before and after the Arab Spring	Oct. 2019	Policy Research Working Paper
Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies – Economy Profile of Morocco	Oct. 2019	Doing Business
Morocco Economic Update – Fall 2019	Oct. 2019	Brief
The Moroccan New Keynesian Phillips Curve: A Structural Econometric Analysis	Sept. 2019	Policy Research Working Paper
Lessons from Power Sector Reforms: The Case of Morocco	August 2019	Policy Research Working Paper
Leveraging Urbanization to Promote a New Growth Model While Reducing Territorial Disparities in Morocco: Urban and Regional Development Policy Note	June 2019	Publication
Morocco: Systematic Country Diagnostic (دَيَاغْنُوسْتِيكِي مَرُوكُو, English, French)	June 2019	SCD
Creating Markets in Morocco a Second Generation of Reforms: Boosting Private Sector Growth, Job Creation and Skills Upgrading	June 2019	CPSD
Morocco's Growth and Employment Prospects: Public Policies to Avoid the Middle-Income Trap	March 2019	Policy Research Working Paper

RÉSUMÉ DES CHAPITRES SPÉCIAUX DES DERNIERS RAPPORTS DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU MAROC

MEU automne 2022 : « Le Maroc face aux chocs d'offres »

Le focus spécial du rapport de l'« Automne 2022 » analyse l'impact de la poussée inflationniste sur la répartition des revenus. Il montre que l'inflation est nettement plus élevée pour les ménages les plus pauvres en raison du poids plus important des produits alimentaires dans leur panier de consommation. Les subventions aux prix existantes ont quelque peu atténué l'impact de l'inflation sur la pauvreté et la vulnérabilité. Cependant, une part disproportionnée des ressources publiques nécessaires pour soutenir les programmes non ciblés de subvention des prix du Maroc finit par aller aux ménages les plus riches, qui, en termes absolus, consomment davantage de biens subventionnés. À l'avenir, un programme de transferts monétaires bien ciblé constituerait un outil plus efficace et efficient pour atténuer l'impact du choc sur les ménages pauvres et vulnérables. Cette analyse a également souligné l'importance de calculer des indicateurs de prix à haute fréquence au niveau local pour améliorer la mesure et le suivi de la pauvreté et de la vulnérabilité.

MEU printemps 2022 : « La reprise économique tourne à sec »

Les impacts des chocs pluviométriques sur l'économie marocaine ont été rendus de plus en plus évidents par une récente succession de sécheresses : trois au cours des quatre dernières campagnes agricoles. Bien que le secteur agricole contribue pour une part modérée au PIB et que les systèmes d'irrigation modernes aient été développés avec succès au cours des dernières décennies, les niveaux de précipitations irréguliers restent une source importante de volatilité macroéconomique au Maroc, une tendance que le changement climatique pourrait s'intensifier. Faire face à la pénurie d'eau est depuis longtemps une priorité gouvernementale et des investissements massifs dans les infrastructures sont encore prévus à cet effet dans les décennies à venir. Cependant, l'expérience internationale suggère que, lorsqu'elles ne sont pas associées à des politiques fortes de gestion de la demande, les solutions « techniques » à elles seules ne peuvent pas réussir à réduire les pressions sur des ressources en eau de plus en plus rares.



LA BANQUE MONDIALE

1818 H Street, NW

Washington, DC 20433